



- REUNION -

BULLETIN TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE

**Suivi de la conjoncture
financière et bancaire**

~

N° 130

4^{ème} trimestre 2006

- Mars 2007 -

Sommaire

Méthodologie	3
1. Synthèse	5
2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit	12
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière	13
<i>L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques</i>	<i>14</i>
<i>Les placements des ménages</i>	<i>16</i>
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	<i>16</i>
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière	17
4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux	17
<i>L'évolution de l'endettement des agents économiques</i>	<i>17</i>
<i>L'endettement des ménages</i>	<i>18</i>
<i>L'endettement des entreprises</i>	<i>18</i>
4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit	19
5. Risques sectoriels	20
6. Rappel des taux	22
6.1 Taux réglementés	22
6.2 Principaux taux de marché	22
6.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises	22
6.4 Taux de l'usure	22
7. Monnaie fiduciaire	23
7.1 Emission mensuelle de billets euros	23
7.2 Emission mensuelle de pièces euros	23

Méthodologie

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local. La Poste et le Trésor sont assimilés à des établissements locaux.

2) Enquête

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'Iedom auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (17 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 13 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs, climat social et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

3) Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales, à La Poste et au Trésor public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès de banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuille-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'île.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées, les entreprises correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

4) Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés d'abord les crédits octroyés par les seuls établissements de crédit locaux et ensuite les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit intervenant dans le département, qu'ils soient locaux ou non installés localement.

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant dans les DOM sont principalement la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden, Natexis et la Compagnie de financement foncier.

Les entrepreneurs individuels sont éclatés entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) tandis que les autres catégories de crédit des entrepreneurs individuels ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

5) Service central des risques (SCR) et SCR douteux

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits (dans les DOM) par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français, en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DCOM. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

Il est complété par les statistiques collectées mensuellement par l'Iedom sur les encours de créances douteuses déclarés localement par les établissements de crédit à partir d'un encours de 10 000 euros ainsi que les arriérés sociaux d'un montant supérieur à 22 500 euros et transmis par la Caisse Générale de Sécurité Sociale.

1. Synthèse

1 – Evolution conjoncturelle

Au quatrième trimestre 2006, la croissance des actifs financiers détenus par les agents économiques s'est accélérée (+ 469 millions d'€ contre + 400 millions d'€ au même trimestre de l'année précédente), comme cela est traditionnellement le cas en fin d'année. Toutefois, sur l'année entière, un léger ralentissement de l'accumulation d'actifs financiers est observé, avec une progression de +8,9% en 2006 (+764 millions d'€) contre +9,9% en 2005 (+772 millions d'€ en 2005). En fin d'année, la croissance des actifs provient essentiellement des entreprises qui ont bénéficié d'un afflux de liquidités important (+253 millions d'€ en dépôts à vue sur le trimestre). Dans une moindre mesure, la progression des actifs des ménages est également à relier à la croissance des dépôts à vue (+115 millions d'€ au 4^{ème} trimestre). S'agissant des produits de placement, il convient de noter que la hausse des taux d'intérêts a permis de relancer les produits « traditionnels » d'épargne réglementée (livrets).

L'activité de distribution de crédit s'est également montrée dynamique au 4^{ème} trimestre, bien que le financement de l'investissement des entreprises et des ménages traduise des signes de ralentissement. En effet, la croissance des crédits à l'habitat aux particuliers sur douze mois est repassée sous la barre des +15% en 2006 contre +16% en 2005, tandis que celle des crédits d'investissement aux entreprises est redescendue en dessous de +8% contre plus de +14% en 2005. A noter que dans ce contexte, le marché se montre toujours particulièrement sain, et notamment celui des entreprises, avec un taux de créances douteuses brutes à son plus bas niveau historique.

1.1. Les actifs financiers

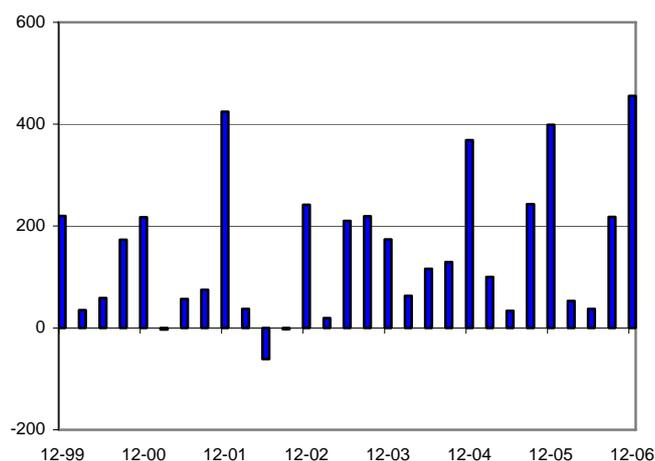
a) Ensemble des actifs détenus (zone)

Les **actifs financiers** détenus par la clientèle non financière des établissements de crédit locaux s'élèvent à 9 345 millions d'€ à fin décembre 2006, en progression de +469 millions d'€ (+5,3%) par rapport à septembre 2006 (après +205 millions d'€ au troisième trimestre). Cette évolution est comparable à celle enregistrée à la même époque de l'année précédente, où la hausse des actifs financiers avait atteint +400 millions d'€ au cours du quatrième trimestre. Sur douze mois, la hausse en glissement annuel s'établit à +764 millions d'€, soit +8,9% par rapport à fin décembre 2005.

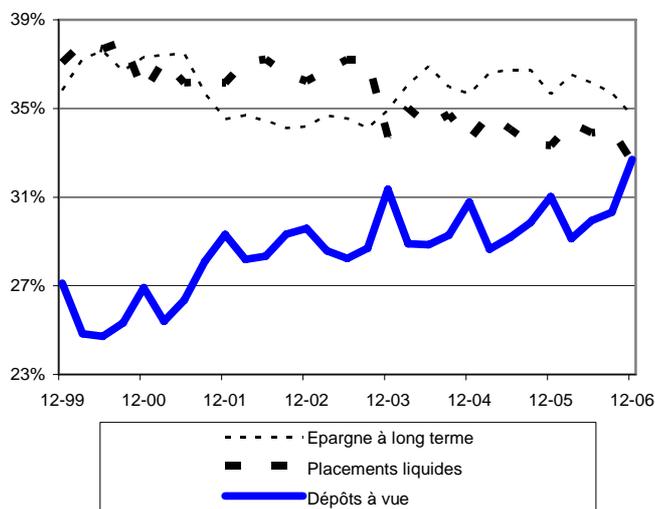
Les encours des **dépôts à vue** progressent très fortement au quatrième trimestre 2006 (+375 millions d'€ après +85 millions d'€ au troisième trimestre 2006), notamment au bénéfice des sociétés non financières (+253 millions d'€ soit +27,4% sur le trimestre) et des particuliers (+115 millions d'€ soit +7,0% sur le trimestre). Les dépôts à vue des autres agents économiques progressent plus légèrement (+17 millions d'€) entre septembre et décembre 2006.

Les encours des **comptes sur livrets** affichent une légère progression au quatrième trimestre 2006 (+25 millions d'€ soit +0,8% après +11 millions d'€ au troisième trimestre 2006). Comme au trimestre précédent, ce sont tous les types de livrets ou de comptes commercialisés par les établissements de crédit (à l'exception des comptes d'épargne logement) qui progressent. Les livrets jeunes et les livrets

Collecte supplémentaire d'épargne nette par trimestre (en millions d'euros)



Poids des différents placements dans l'épargne totale (tous agents économiques)



d'épargne populaire enregistrent les hausses les plus élevées (respectivement +5,2% et +3,7% de septembre à décembre 2006). La collecte nette supplémentaire sur les 'livrets A' atteint +2 millions d'€ sur le trimestre (+0,4%). Sur un an, la hausse des comptes sur livret s'établit à +6,6% (+187 millions d'€), avec des progressions par produits comprises entre +5% et +7% (à l'exception des comptes d'épargne logement dont les encours ne progressent que de 1,4% par rapport à décembre 2005). Les hausses de leur taux de rémunération (+0,25 point en février 2006 et +0,50 point en août 2006) ont notamment pu avoir un effet positif sur les encours collectés.

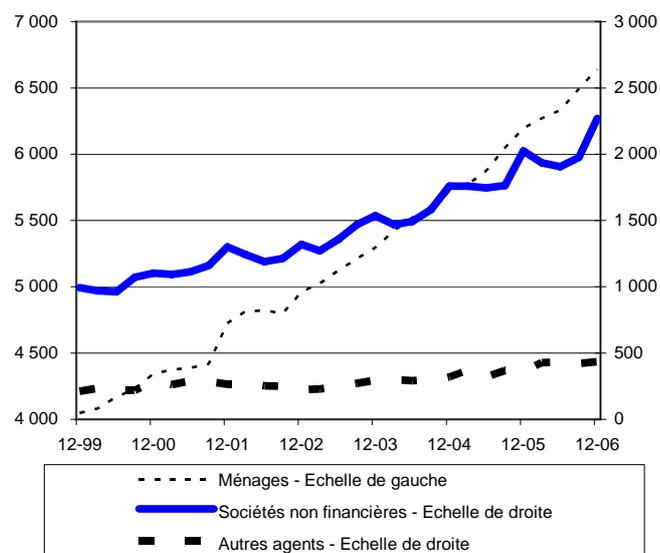
Les **placements liquides indexés sur les taux de marché** s'inscrivent en léger recul au quatrième trimestre 2006 (-2 millions d'€ soit -0,2%) après la sensible hausse du trimestre précédent (+72 millions d'€ au troisième trimestre soit +5,9%). La baisse concerne essentiellement les placements sous forme d'OPCVM monétaires (-32 millions d'€ sur le trimestre soit -7,4%) tandis que les certificats de dépôts négociables et les comptes créditeurs à terme augmentent sensiblement (respectivement de +5,8% et +3,7%). La situation est également différente en fonction des catégories d'agents économiques ; les placements des sociétés non financières progressant de +53 millions d'€ au quatrième trimestre 2006 (+6,3% sur le trimestre), ceux des ménages reculant de -62 millions d'€ (-16,7% sur le trimestre).

L'épargne à long terme demeure toujours le placement favori des particuliers, qui en détiennent 87,6% en décembre 2006. Les encours collectés progressent de +70 millions d'€ entre septembre et décembre 2006 (+2,2% sur le trimestre) et de +6,0% sur douze mois contre +9,2% un an auparavant. Ce ralentissement a touché principalement les plans d'épargne logement dont l'encours a sensiblement reculé au cours des trois premiers trimestres de l'année 2006 (-38 millions d'€ de baisses cumulées) avant de se redresser légèrement au quatrième trimestre (+4 millions d'€). Au final, la baisse atteint -3,8% sur les douze derniers mois, contre +4,7% enregistré au cours de l'année 2005. Les placements sous forme d'assurance-vie progressent de +25 millions d'€ au quatrième trimestre (+2,6%) et de +14,1% en glissement annuel (+16,6% en 2005). Les titres en portefeuille (actions et obligations) s'accroissent de +24 millions d'€ (+5,8% sur le trimestre) et de +11,4% sur les douze derniers mois.

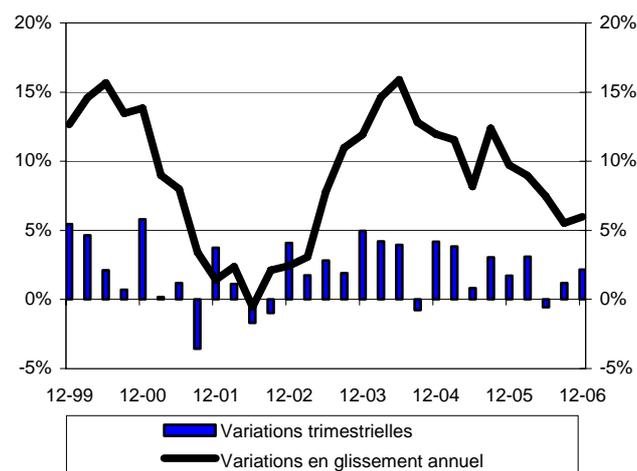
b) Actifs détenus par les ménages (zone)

Les **placements financiers détenus par les ménages réunionnais** s'établissent à 6 640 millions d'€ au 31 décembre 2006, en hausse de +148 millions d'€ sur le

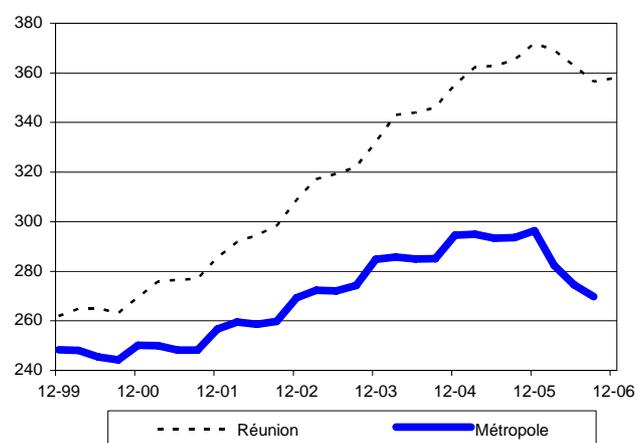
Décomposition des actifs financiers détenus par les agents économiques (en millions d'€)



Evolution de la collecte nette d'épargne à long terme



Evolution des encours des plans d'épargne logement à la Réunion et en métropole (indice en base 100 en mars 1992)



quatrième trimestre 2006 (+2,3%) après +161 millions d'€ au cours du troisième trimestre. Cette hausse concerne une nouvelle fois principalement les encours des dépôts à vue (+115 millions d'€ entre septembre et décembre 2006 après +82 millions d'€ au trimestre précédent et +39 millions d'€ encore précédemment).

L'épargne réglementée et l'épargne à long terme progressent également, mais dans une moindre mesure (+32 millions pour les comptes sur livrets au cours du quatrième trimestre et +62 millions d'€ pour l'épargne à long terme). Le poids relatif de l'épargne à long terme dans l'épargne totale des ménages atteint ainsi 42,8% à fin décembre 2006, en légère baisse par rapport à fin décembre 2005 (43,2%). Le poids relatif des placements liquides (sous forme de livrets d'épargne ou rémunérés aux taux de marché) continue à diminuer sensiblement sur les derniers mois, malgré les récents relèvements de taux opérés par la Banque Centrale Européenne qui se sont répercutés sur leur rendement. Ce sont ainsi les dépôts à vue qui auront le plus progressé parmi les actifs financiers détenus par les ménages au cours de l'année 2006.

c) Actifs détenus par les sociétés non financières (zone)

Les placements des sociétés non financières atteignent 2 270 millions d'€ à fin décembre 2006, en hausse de +308 millions d'€ sur le quatrième trimestre 2006 (+15,7%) après +55 millions d'€ au troisième trimestre. Avec une progression de +253 millions d'€, ce sont les dépôts à vue des sociétés non financières qui expliquent cette évolution. Les placements liquides rémunérés à taux de marché s'inscrivent également en hausse (+53 millions d'€ au quatrième trimestre 2006).

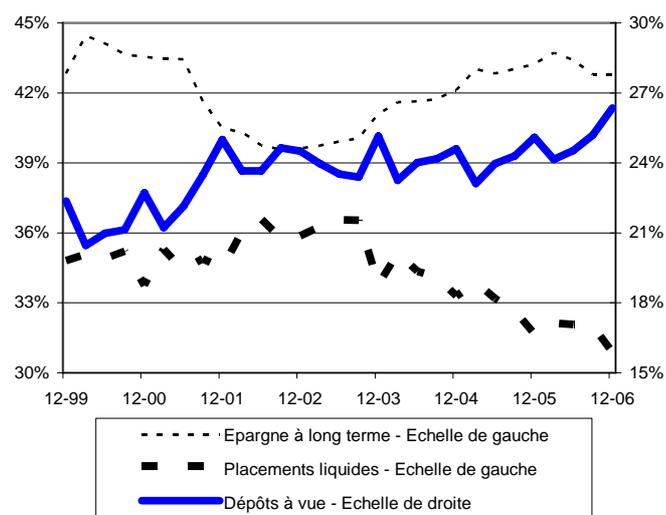
1.2. Les passifs financiers

a) Les concours octroyés par l'ensemble des établissements de crédit (zone et hors zone)

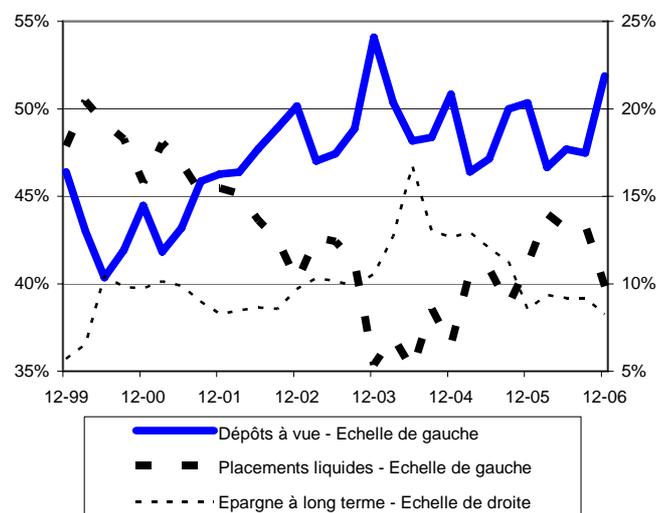
Le total des passifs financiers recensés par l'IEDOM s'élève à 13 414 millions d'€ au 31 décembre 2006, en progression de + 516 millions d'€ sur le quatrième trimestre 2006 (après + 404 millions d'€ au troisième trimestre 2006 et + 174 millions d'€ au deuxième). La hausse de l'encours total sur douze mois atteint +1 140 millions d'€ soit une progression de +9,3% à fin 2006, contre +5,9 % un an auparavant.

Avec un encours total de 6 198 millions d'€ à fin décembre 2006, les **entreprises** sont les principales

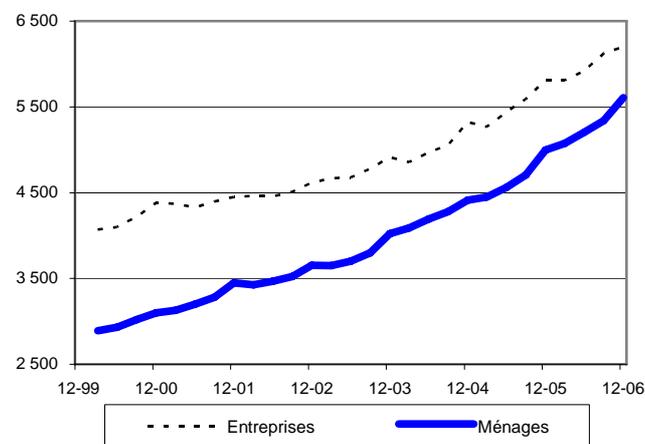
Poids des différents placements dans l'épargne totale des ménages



Poids des différents placements dans l'épargne totale des sociétés non financières



Concours bruts totaux (zone et hors zone) par agent économique (en millions d'€)



bénéficiaires des concours bruts totaux octroyés dans le département. Leur endettement progresse de +1,5% sur le trimestre (+89 millions d'€ après +188 millions d'€ le trimestre précédent) et de +6,7% sur un an (+387 millions d'€). Il est majoritairement constitué de crédits à l'habitat (37,6% à fin décembre 2006 en baisse de -1,4% sur le trimestre) et de crédits d'investissement (39,6% en hausse de +3,3%). Les créances douteuses s'établissent à 303 millions d'€ en baisse de -7,1% sur le trimestre, et représentent une proportion de 4,9% des concours bruts totaux consentis aux entreprises.

Les crédits octroyés aux **ménages** atteignent 5 607 millions d'€ à fin décembre 2006, en progression de +5,0% (+266 millions d'euros) sur le quatrième trimestre et de +13,4% en glissement annuel. Ils sont principalement constitués de crédits à l'habitat (66,0% en hausse de +5,8% sur le trimestre et de +14,5% sur douze mois) et de crédits à la consommation (29,7% en hausse de +2,9% sur le trimestre et de +8,0% sur douze mois). Ils représentent 41,8% de l'ensemble des concours bruts consentis à la clientèle.

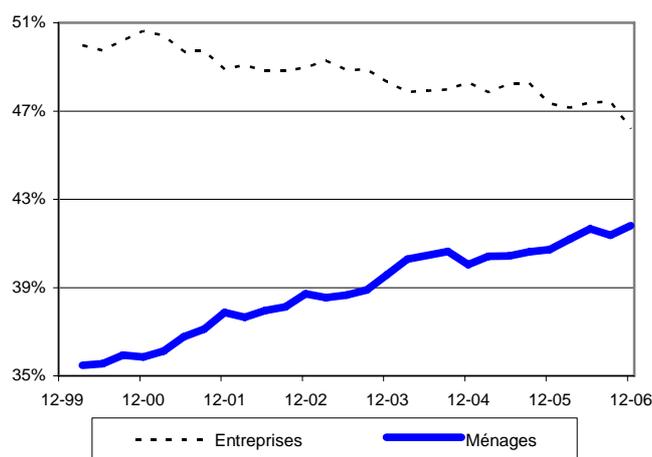
L'endettement des **administrations publiques locales**, principalement sous la forme de crédits à l'équipement, s'établit à 1 302 millions d'€ au 31 décembre 2006, en hausse de +15,3% sur le quatrième trimestre (mais de +7,7% seulement sur les douze derniers mois).

b) Les concours octroyés par les établissements de crédit locaux

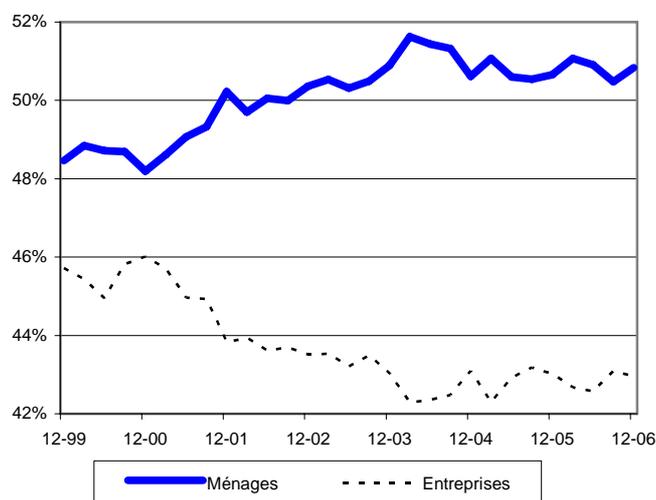
Les crédits consentis par les **établissements de crédit locaux** s'établissent à 10 387 millions d'€ à fin décembre 2006, en progression de +442 millions d'€ sur le quatrième trimestre 2006 (après +324 millions d'€ au troisième trimestre) soit +4,8% sur le trimestre et de +1 121 millions d'€ par rapport à fin décembre 2005 soit +12,1% en glissement annuel.

Les principaux débiteurs des établissements de crédit locaux sont les **ménages**, avec une dette de 5 277 millions d'€ à fin décembre 2006, en hausse de +251 millions d'€ (+5,0%) sur le quatrième trimestre 2006. Leur dette se compose majoritairement de crédits à l'habitat (3 253 millions d'€ soit 67,8% du total des crédits sains) et de crédits à la consommation (1 605 millions d'€ soit 31,6% du total des crédits sains). La croissance des crédits à l'habitat octroyés aux ménages (+5,8% sur le quatrième trimestre et +15,0% en glissement annuel) s'est poursuivie tout au long de l'année 2006, montrant pour l'instant peu de sensibilité à la hausse des taux d'intérêts observée. Le

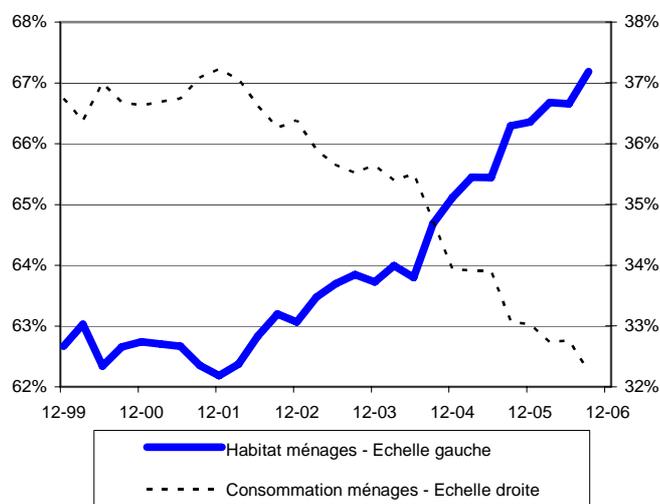
Proportion des crédits par agent économique dans les concours bruts totaux (zone et hors zone)



Proportion des crédits par agent économique dans le total des concours bruts locaux



Poids des crédits à l'habitat et à la consommation dans les crédits sains des ménages



Conjoncture financière et bancaire

financement de la consommation des ménages continue pour sa part de progresser modérément (+2,9% au quatrième trimestre 2006 après +1,4% au troisième trimestre et +7,9% sur l'ensemble de l'année 2006).

Les créances douteuses brutes sur les particuliers ont sensiblement progressé au quatrième trimestre 2006 (+17 millions d'€ à 202 millions d'€) après la diminution enregistrée le trimestre précédent (-12 millions d'€). En valeur absolue, ce niveau est le plus élevé observé ces dernières années, même si en valeur relative, le poids des créances douteuses dans l'ensemble des concours consentis aux particuliers demeure faible à 3,8% à fin décembre 2006 contre 3,7% le trimestre précédent.

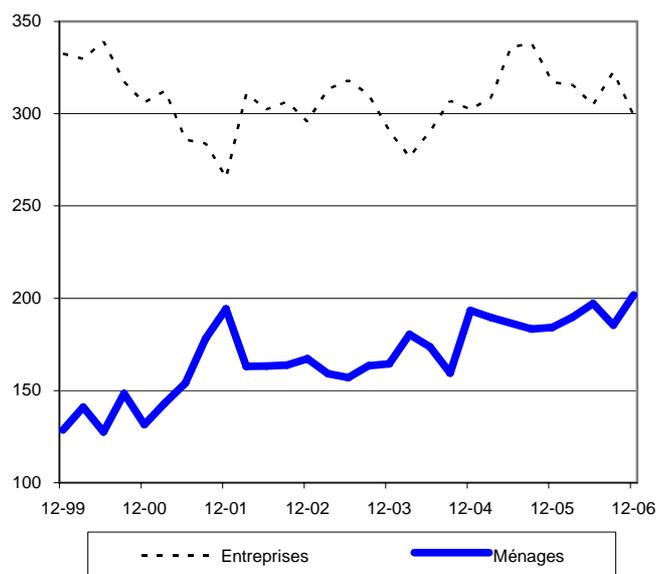
Les concours bruts totaux attribués aux **entreprises** (sociétés non financières et entrepreneurs individuels) par les banques locales s'élèvent à 4 463 millions d'€ à fin décembre 2006, en hausse de +185 millions d'€ (+4,3%) au cours du quatrième trimestre 2006 (après +182 millions d'€ au trimestre précédent) et de +477 millions d'€ par rapport à décembre 2005 (+12,0% en glissement annuel). Les crédits d'investissement progressent de +80 millions d'€ (+3,4%) au quatrième trimestre 2006 (après +52 millions d'€ au troisième trimestre 2006 et +87 millions d'€ au deuxième trimestre). Les crédits d'exploitation augmentent de manière comparable, atteignant 1 036 millions d'€ au 31 décembre 2006, en hausse de +51 millions d'€ sur le quatrième trimestre 2006 (après +63 millions d'€ au troisième trimestre). Les créances douteuses brutes refluent de 24 millions d'€ entre septembre et décembre 2006 et représentent la plus faible proportion des concours bruts totaux observée au cours des dernières années (6,7% en décembre 2006 contre 7,5% en septembre 2006).

L'endettement des collectivités publiques auprès des établissements de crédit installés localement s'établit à 406 millions d'€ à fin décembre 2006, en hausse de +5,4% sur le trimestre (après -2,9% au troisième trimestre). Sur douze mois glissant, la progression ne s'établit toutefois qu'à +1,0%.

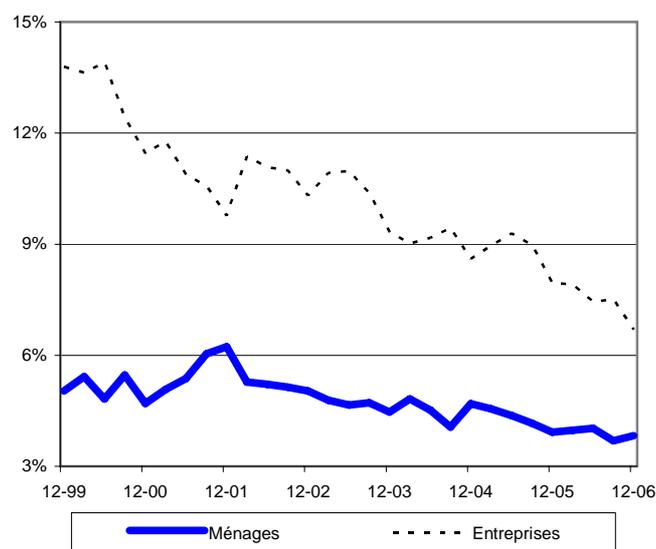
Les soldes d'opinions des dirigeants des établissements de crédit interrogés reflètent effectivement une bonne tenue globale de l'activité bancaire, en collecte de dépôts et en distribution de crédits dans le département au quatrième trimestre 2006. Les crédits d'exploitation des entreprises ainsi que le financement de la consommation des particuliers évoluent toutefois moins favorablement sur la fin de l'année 2006.

Le premier trimestre de l'année 2007 a par contre

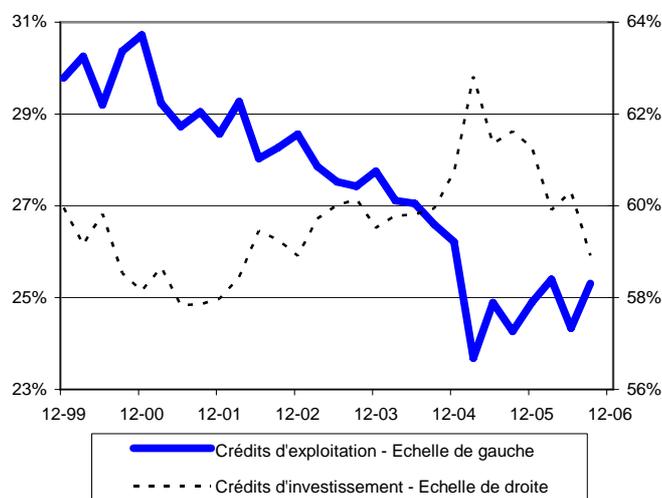
Créances douteuses brutes (zone)
par agent économique (en millions d'€)



Proportion des créances douteuses dans le total
des concours (zone) par agent économique



Poids des crédits d'exploitation et d'investissement
dans le total des crédits sains aux entreprises



enregistré un recul assez marqué de l'activité de collecte de dépôts et de distribution de crédits, conformément aux évolutions habituellement observées chaque début d'année. Seul le financement de l'investissement des entreprises semble être demeuré robuste au cours du premier trimestre 2007, tandis que l'appréciation des établissements de crédit sur le coût du risque s'est également sensiblement amélioré. Par contre, les crédits d'exploitation des entreprises et les financements de l'habitat et de la consommation des particuliers enregistrent des soldes fortement négatifs, orientés à la baisse.

Le deuxième trimestre 2007 devrait toutefois enregistrer une sensible amélioration de l'activité bancaire, selon les anticipations des dirigeants des établissements de crédit interrogés par l'IEDOM. L'amélioration des soldes d'opinion pour ce deuxième trimestre semble conforme aux évolutions habituellement observées les années précédentes.

1.3. Les risques recensés au SCR

A fin décembre 2006, l'encours des crédits aux entreprises de la Réunion recensés par le Service central des risques (SCR) de la Banque de France atteint 8 388 millions d'€, en hausse de +13,4% sur les douze derniers mois et de +4,5% par rapport au trimestre précédent. Cette progression s'explique en partie par l'évolution à la baisse du seuil de déclaration au SCR, qui est passé de 45 000 € à 25 000 € en janvier 2006.

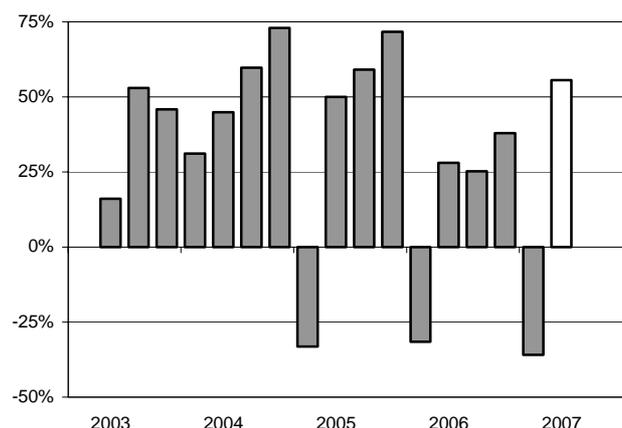
Le secteur de l'immobilier occupe toujours une place prépondérante (37,1%) dans les financements octroyés par les établissements de crédit aux entreprises du département, principalement en faveur des grandes sociétés d'économie mixte (promoteurs sociaux) et de HLM. Cette place a toutefois eu tendance à diminuer au cours des derniers trimestres. Il y a un an, ce secteur d'activité pesait 38,8% du total des concours déclarés.

Au cours du quatrième trimestre 2006, les secteurs des services et des administrations publiques ont enregistré une sensible progression des encours de risques recensés (respectivement +37,1% et +17,4% sur le trimestre).

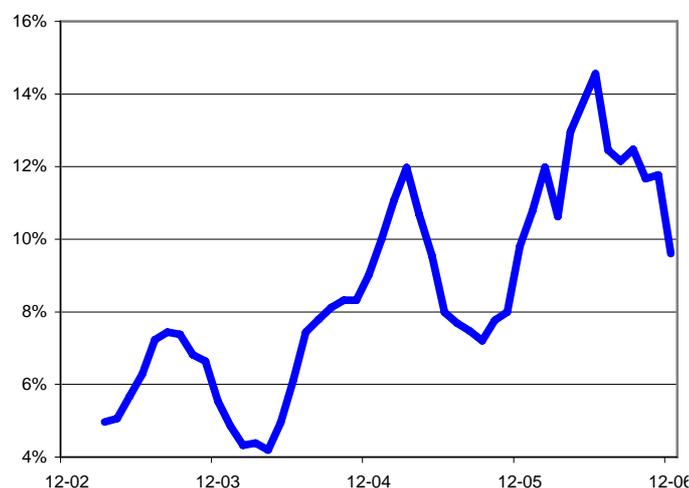
1.4. Le coût du crédit aux entreprises et le niveau des taux d'intérêt

L'enquête sur le coût du crédit aux entreprises à la Réunion réalisée sur les octrois du mois de janvier

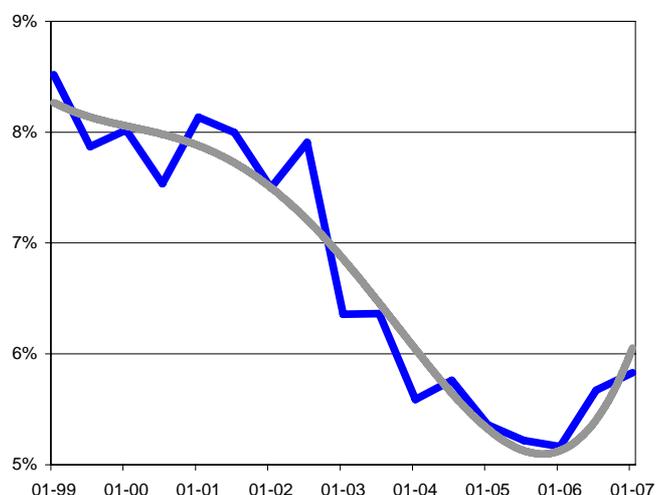
Moyenne des soldes des opinions des dirigeants des EC pour l'activité de distribution de crédits



Variation annuelle (moyenne) des risques déclarés sur les entreprises (zone et hors zone)



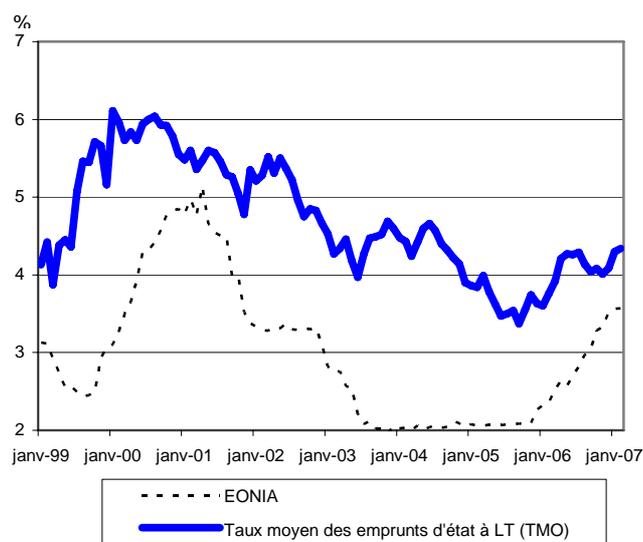
Coût du crédit aux entreprises à la Réunion Evolution et tendance du taux moyen pondéré global



2007 fait apparaître une nouvelle hausse légère du **taux moyen pondéré global**, qui ressort à 5,83% contre 5,67% au mois de juillet 2006 et 5,16% un an auparavant. Cette hausse de 16 points de base sur les six derniers mois (67 points de base sur les douze derniers mois) doit être resituée dans un contexte général de remontée des taux de refinancement de marché dans la zone Euro, en liaison avec les relèvements successifs des taux directeurs de la Banque centrale européenne, qui sont passés de 2,00% en novembre 2005 à 3,75% en mars 2006 pour son taux principal de refinancement.

Le taux EONIA (Euro OverNight Index Average ou taux au jour le jour) s'établit ainsi à 3,5658% en février 2007 (contre 2,0870% en novembre 2005), en hausse de +148 points de base, tandis que l'EURIBOR à 3 mois atteint 3,751% contre 2,357% quinze mois auparavant (+139 points de base).

Evolution des taux à court terme et à terme à la Réunion

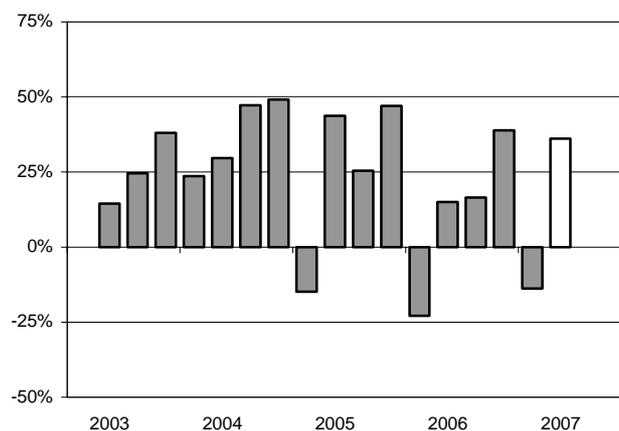


2 - Perspectives

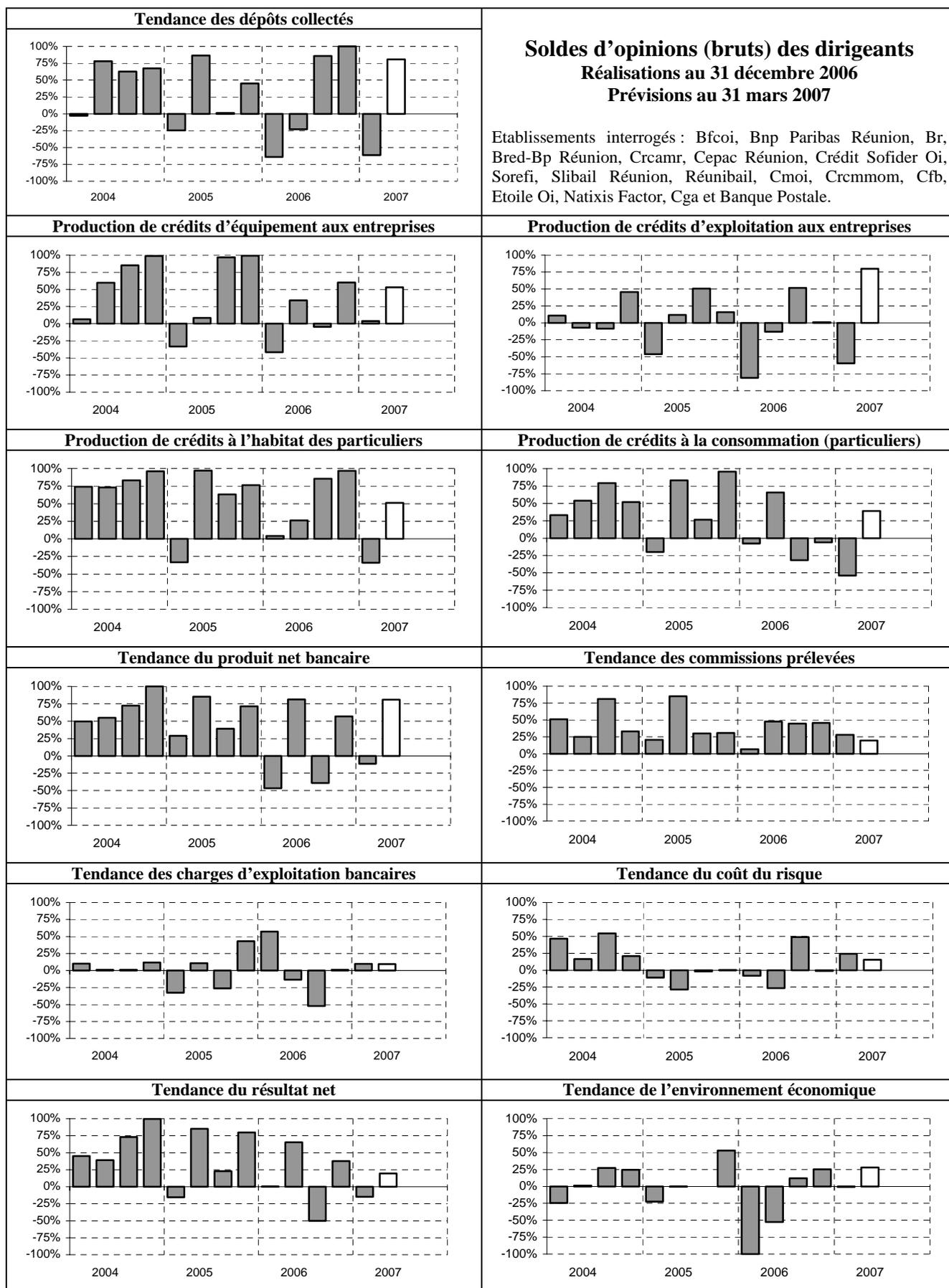
L'enquête réalisée auprès des dirigeants des établissements de crédit installés localement fait ressortir de bons résultats d'exploitation enregistrés pour le deuxième semestre 2006, que ce soit en matière de produit net bancaire, de commissions prélevées, de tendance du coût du risque ou de résultat net. Le premier semestre 2007 s'inscrit également globalement dans une tendance favorable, le produit net bancaire étant notamment prévu en forte appréciation au deuxième trimestre 2007 après un premier trimestre en recul. Seule l'évolution du résultat net s'affiche en net retrait par rapport à l'année 2006 selon les anticipations des banquiers interrogés par l'IEDOM.

L'appréciation sur l'évolution de l'environnement demeure neutre pour les deux premiers trimestres de l'année 2007, tandis que le climat social au sein des établissements de crédit, relativement dégradé au premier trimestre, est prévu de s'améliorer au second trimestre 2007. Un indicateur synthétique sur l'évolution des soldes d'opinion des dirigeants d'établissements de crédit interrogés peut être construit sur la base d'une moyenne de l'ensemble des indicateurs suivis par l'IEDOM. Celui-ci s'affiche à -17% d'opinions négatives au premier trimestre 2007 et devrait atteindre +33% d'opinions positives au deuxième trimestre 2007.

Moyenne des soldes d'opinions des dirigeants des EC sur l'ensemble des indicateurs d'activité et de résultat



L'enquête auprès des Etablissements de Crédit



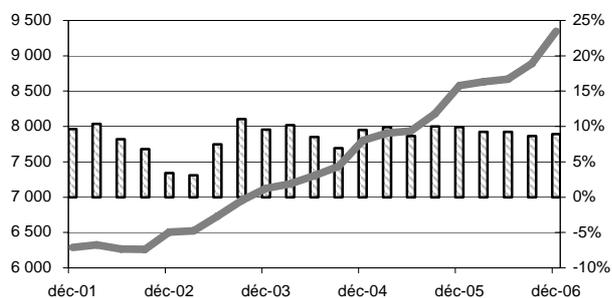
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

	Montants en millions d'euros									Variations	
	déc-04	mars-05	juin-05	sept-05	déc-05	mars-06	juin-06	sept-06	déc-06	1 an	1 trim
Sociétés non financières	1 764,453	1 760,110	1 744,095	1 765,181	2 024,002	1 935,300	1 906,931	1 962,089	2 270,313	12,2%	15,7%
Dépôts à vue	894,248	816,892	822,200	882,377	1 018,913	902,789	909,460	924,687	1 177,856	15,6%	27,4%
Placements liquides ou à court terme	646,183	715,424	711,776	684,213	832,411	851,363	822,204	856,226	904,766	8,7%	5,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,846	1,133	9,187	5,743	3,356	12,752	7,140	8,057	3,192	-n.s-	-n.s-
Placements indexés sur les taux de marché	645,337	714,291	702,589	678,470	829,055	838,611	815,064	848,169	901,574	8,7%	6,3%
<i>dont comptes à terme</i>	208,002	238,476	227,028	244,957	261,050	227,065	228,615	251,301	298,243	14,2%	18,7%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	200,726	249,081	223,047	215,990	253,527	236,370	247,032	260,300	252,892	-0,3%	-2,8%
<i>dont certificats de dépôt</i>	228,548	219,426	245,853	211,137	285,512	346,557	325,839	323,482	342,191	19,9%	5,8%
Epargne à long terme	224,022	227,794	210,119	198,591	172,678	181,148	175,267	181,176	187,691	8,7%	3,6%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	117,309	114,150	111,323	89,650	58,545	63,868	62,358	60,846	60,180	2,8%	-1,1%
Ménages	5 718,886	5 768,538	5 874,758	6 048,762	6 196,345	6 270,809	6 330,879	6 492,377	6 640,318	7,2%	2,3%
Dépôts à vue	1 408,004	1 333,862	1 408,715	1 470,188	1 556,277	1 514,262	1 552,938	1 635,193	1 749,852	12,4%	7,0%
Placements liquides ou à court terme	1 901,193	1 954,896	1 949,066	1 975,714	1 961,297	2 015,474	2 030,247	2 078,999	2 049,950	4,5%	-1,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 574,370	1 615,594	1 629,411	1 645,677	1 660,272	1 696,701	1 700,506	1 710,794	1 743,290	5,0%	1,9%
dont livrets ordinaires	591,473	608,890	618,195	634,238	644,107	660,199	657,173	661,428	678,179	5,3%	2,5%
dont livrets A et bleus	460,585	470,640	469,735	468,027	469,713	481,468	483,946	487,578	494,419	5,3%	1,4%
dont livrets jeunes	29,606	29,824	30,399	30,253	31,530	31,528	32,029	32,173	33,836	7,3%	5,2%
dont livrets d'épargne populaire	115,400	119,161	120,813	122,422	124,938	126,506	126,163	127,834	132,594	6,1%	3,7%
dont CODEVI	154,788	158,902	160,575	160,294	161,691	164,975	166,702	168,955	172,687	6,8%	2,2%
dont comptes d'épargne logement	222,518	228,177	229,694	230,443	228,293	232,025	234,493	232,826	231,575	1,4%	-0,5%
Placements indexés sur les taux de marché	326,823	339,302	319,655	330,037	301,025	318,773	329,741	368,205	306,660	1,9%	-16,7%
dont comptes créditeurs à terme	168,078	198,356	165,824	176,061	169,811	202,103	203,008	233,860	203,079	19,6%	-13,2%
dont bons de caisse	28,874	30,005	23,984	25,590	24,107	22,395	21,987	22,234	19,514	-19,1%	-12,2%
dont OPCVM monétaires	129,871	110,941	129,847	128,386	107,107	94,275	104,746	112,111	84,067	-21,5%	-25,0%
Epargne à long terme	2 409,689	2 479,780	2 516,977	2 602,860	2 678,771	2 741,073	2 747,694	2 778,185	2 840,516	6,0%	2,2%
dont plans d'épargne logement	853,294	870,054	871,404	877,185	893,285	886,514	871,070	855,942	859,595	-3,8%	0,4%
dont plans d'épargne populaire	121,604	118,874	114,565	112,190	111,343	108,359	104,095	100,825	98,496	-11,5%	-2,3%
dont portefeuille-titres	221,575	230,535	219,386	237,916	247,879	262,789	262,916	259,082	277,914	12,1%	7,3%
dont OPCVM non monétaires	165,881	164,660	170,132	184,556	191,740	185,868	180,104	187,086	191,859	0,1%	2,6%
dont contrats d'assurance-vie	1 039,716	1 087,999	1 132,858	1 182,168	1 225,325	1 287,014	1 317,406	1 362,679	1 398,150	14,1%	2,6%
dont contrats PERP	0,757	0,907	1,482	1,963	2,458	2,948	3,600	4,268	5,583	-	30,8%
Autres agents	325,411	372,368	318,618	366,597	360,413	427,560	432,913	421,278	434,389	20,5%	3,1%
Dépôts à vue	99,500	113,698	85,966	89,350	87,962	97,719	133,798	121,150	128,478	46,1%	6,0%
Placements liquides ou à court terme	72,240	75,633	42,915	72,821	66,254	99,299	86,777	86,809	92,743	40,0%	6,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	19,472	17,570	15,638	15,035	15,151	14,776	14,581	14,279	14,230	-6,1%	-0,3%
Placements indexés sur les taux de marché	52,768	58,063	27,277	57,786	51,103	84,523	72,196	72,530	78,513	53,6%	8,2%
Epargne à long terme	153,671	183,037	189,737	204,426	206,197	230,542	212,338	213,319	213,168	3,4%	-0,1%
Total actifs financiers	7 808,772	7 901,020	7 937,477	8 180,548	8 580,757	8 633,671	8 670,721	8 875,743	9 345,018	8,9%	5,3%
Dépôts à vue	2 401,756	2 264,456	2 316,883	2 441,917	2 663,148	2 514,775	2 596,199	2 681,031	3 056,181	14,8%	14,0%
Placements liquides ou à court terme	2 619,621	2 745,949	2 703,759	2 732,752	2 859,964	2 966,133	2 939,226	3 022,029	3 047,461	6,6%	0,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 594,691	1 634,294	1 654,239	1 666,459	1 678,781	1 724,230	1 722,225	1 733,129	1 760,711	4,9%	1,6%
dont livrets ordinaires	611,721	627,521	637,013	652,457	662,483	678,005	674,618	678,587	695,400	5,0%	2,5%
dont livrets A et bleus	460,659	470,714	475,741	470,585	469,847	491,192	488,221	492,753	494,619	5,3%	0,4%
dont livrets jeunes	29,607	29,824	30,401	30,256	31,529	31,530	32,030	32,174	33,836	7,3%	5,2%
dont livrets d'épargne populaire	115,399	119,159	120,813	122,421	124,938	126,505	126,160	127,831	132,593	6,1%	3,7%
dont CODEVI	154,788	158,903	160,576	160,295	161,691	164,973	166,703	168,957	172,687	6,8%	2,2%
dont comptes d'épargne logement	222,517	228,173	229,695	230,445	228,293	232,025	234,493	232,827	231,576	1,4%	-0,5%
Placements indexés sur les taux de marché	1 024,930	1 111,655	1 049,520	1 066,293	1 181,183	1 241,903	1 217,001	1 288,900	1 286,750	8,9%	-0,2%
dont comptes créditeurs à terme	389,346	450,164	408,470	453,616	444,387	464,966	447,188	500,874	519,174	16,8%	3,7%
dont bons de caisse	36,967	37,343	30,675	31,999	53,088	51,028	35,579	35,333	27,778	-47,7%	-21,4%
dont certificats de dépôt	228,548	219,426	245,853	211,137	285,512	346,557	325,839	323,482	342,191	19,9%	5,8%
dont OPCVM monétaires	370,069	404,722	364,522	369,541	398,196	379,352	408,395	429,211	397,607	-0,1%	-7,4%
Epargne à long terme	2 787,395	2 890,615	2 916,835	3 005,879	3 057,645	3 152,763	3 135,296	3 172,683	3 241,376	6,0%	2,2%
dont plans d'épargne logement	853,291	870,058	871,405	877,186	893,284	886,515	871,070	855,943	859,596	-3,8%	0,4%
dont plans d'épargne populaire	121,605	118,874	114,566	112,192	111,342	108,359	104,096	100,826	98,496	-11,5%	-2,3%
dont autres comptes d'épargne	6,878	6,752	7,150	6,881	6,742	7,580	8,499	8,304	8,919	32,3%	7,4%
dont portefeuille-titres	341,962	357,470	336,767	368,923	383,336	409,497	404,711	403,448	427,009	11,4%	5,8%
dont OPCVM non monétaires	423,187	448,556	452,607	456,566	435,158	450,850	425,914	437,215	443,623	1,9%	1,5%
dont contrats d'assurance-vie	1 039,716	1 087,999	1 132,858	1 182,168	1 225,325	1 287,014	1 317,406	1 362,679	1 398,150	14,1%	2,6%
dont contrats PERP	0,757	0,907	1,482	1,963	2,458	2,948	3,600	4,268	5,583	-	30,8%

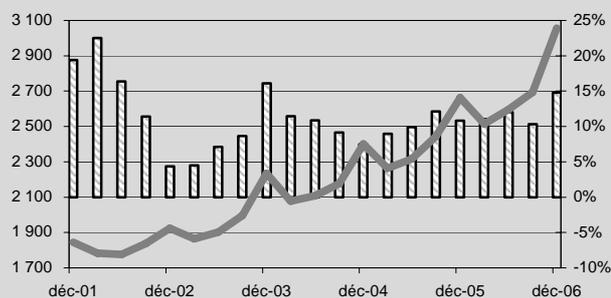
L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques

Encours (en millions d'euros) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

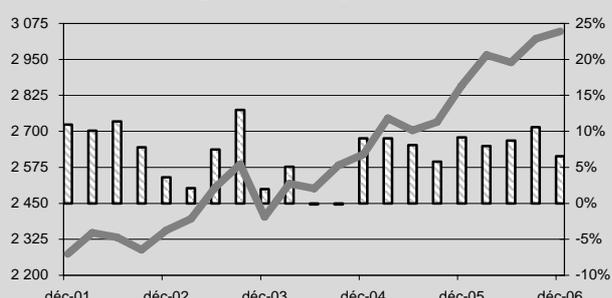
Ensemble des actifs financiers



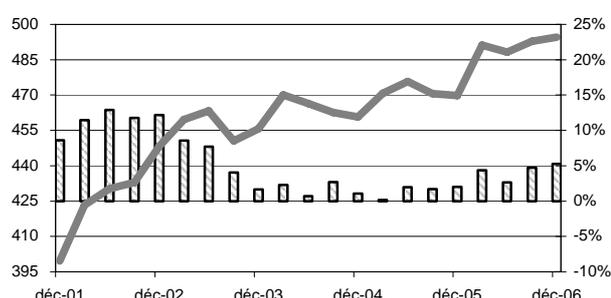
Dépôts à vue



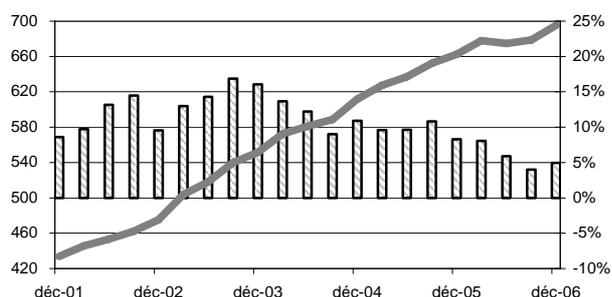
Ensemble des placements liquides ou à court terme



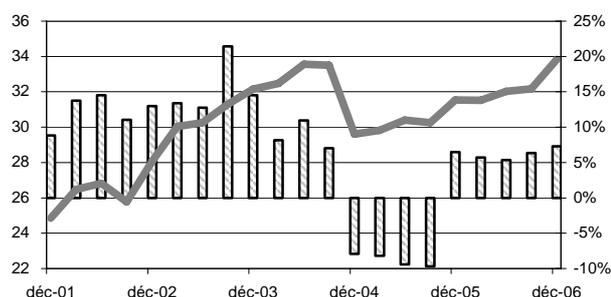
Livrets 'A' des caisses d'épargne



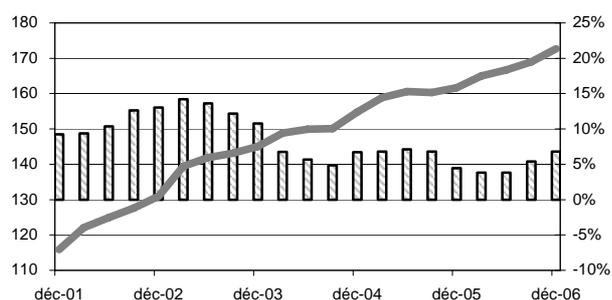
Livrets ordinaires



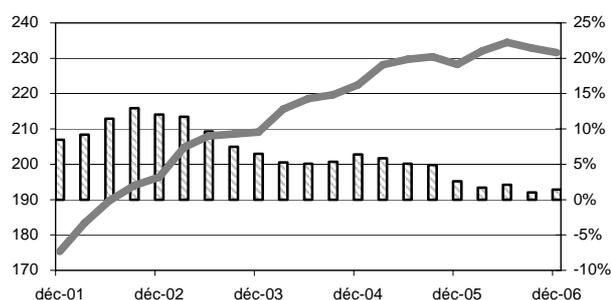
Livrets jeunes



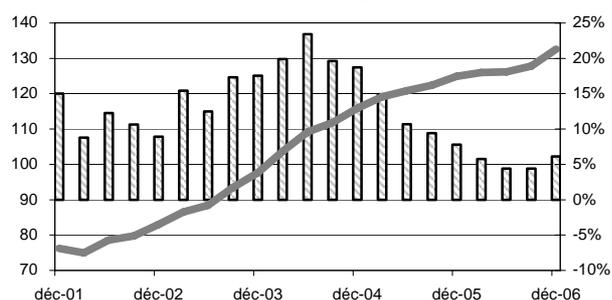
Codevi (comptes de développement industriel)



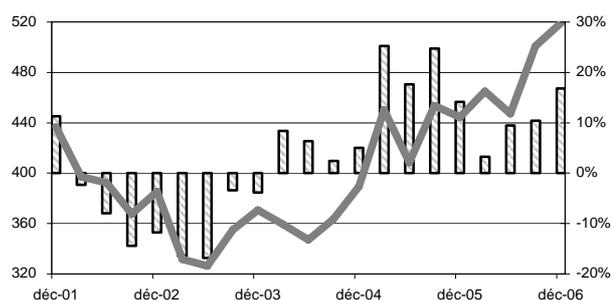
Comptes d'épargne logement



Livrets d'épargne populaire



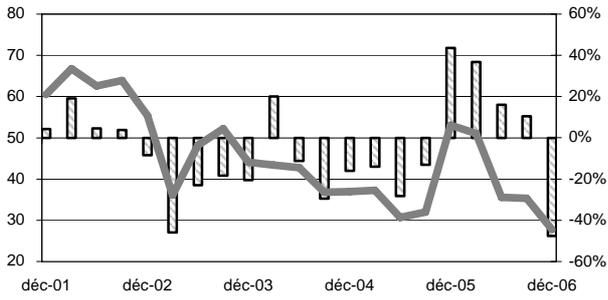
Dépôts à terme



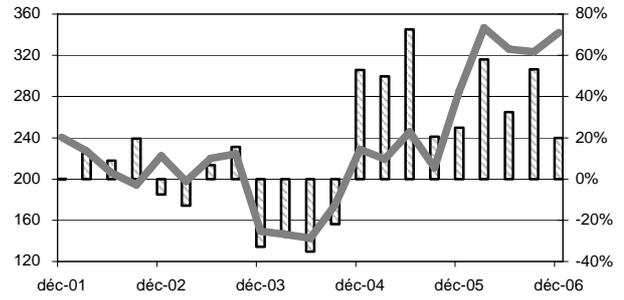
Conjoncture financière et bancaire

Encours (en millions d'euros) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

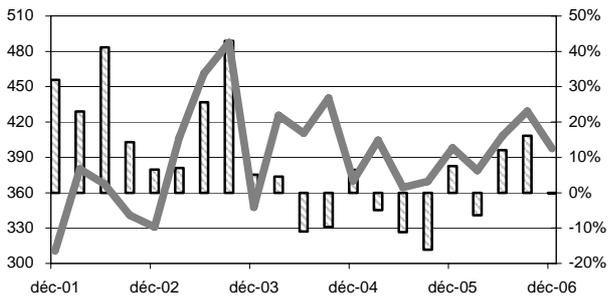
Bons de caisse et bons d'épargne



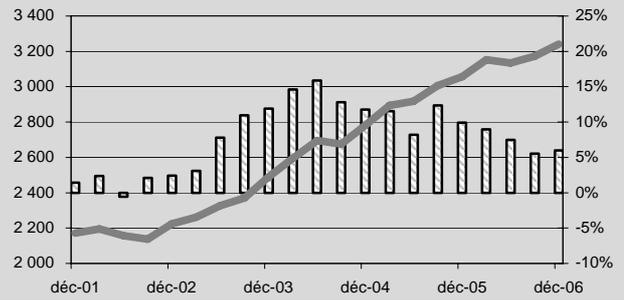
Certificats de dépôts négociables



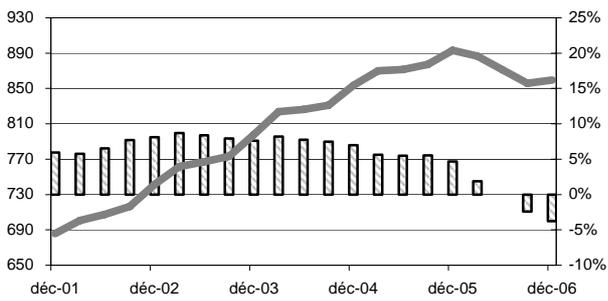
OPCVM monétaires



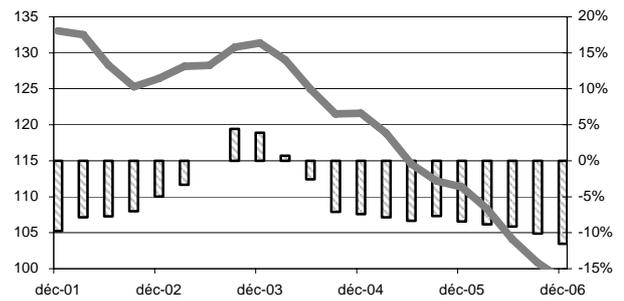
Epargne à long terme



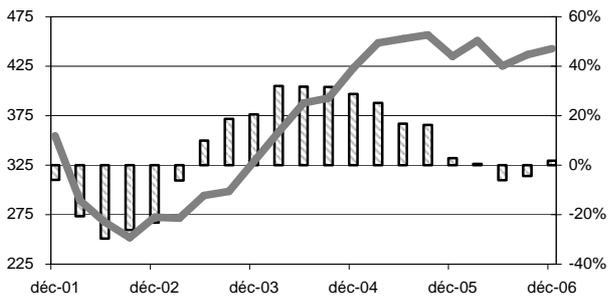
Plans d'épargne logement



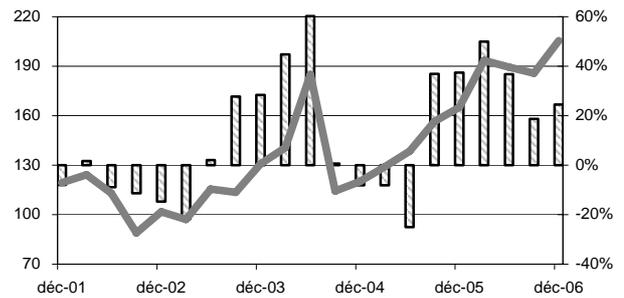
Plans d'épargne populaire



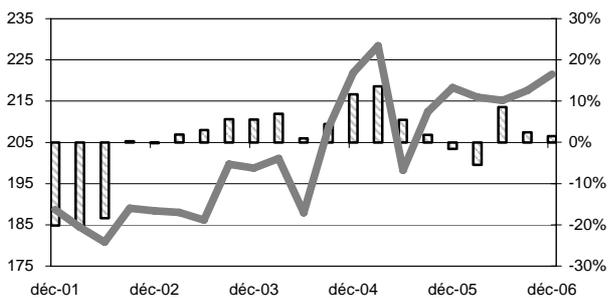
OPCVM titres en portefeuille titres



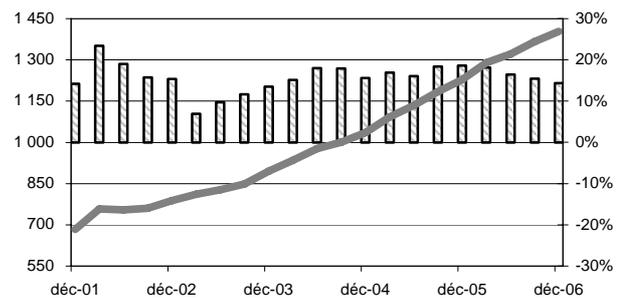
Actions en portefeuille titres



Obligations en portefeuille titres

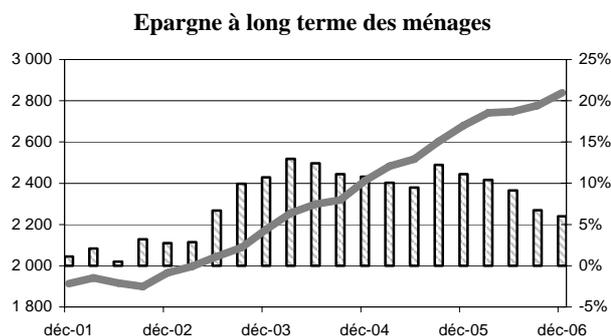
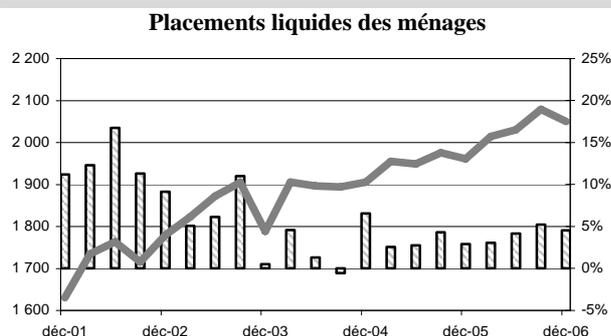
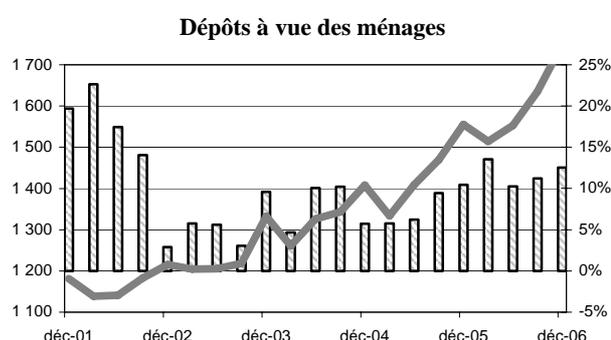
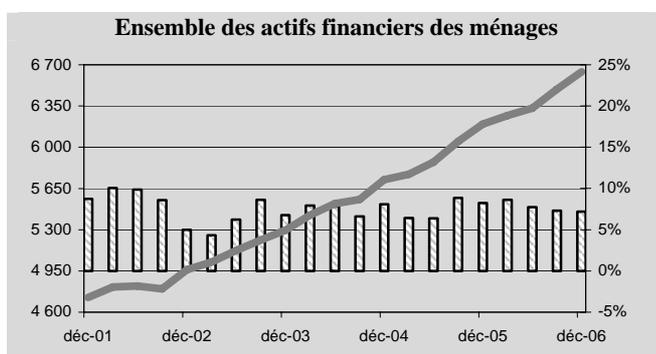


Assurance-vie



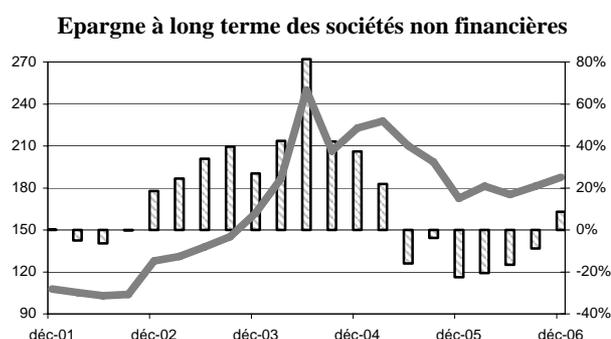
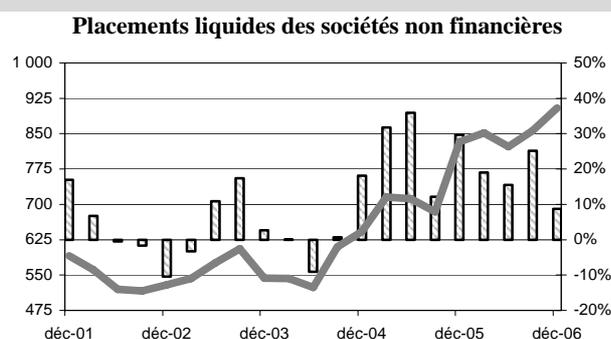
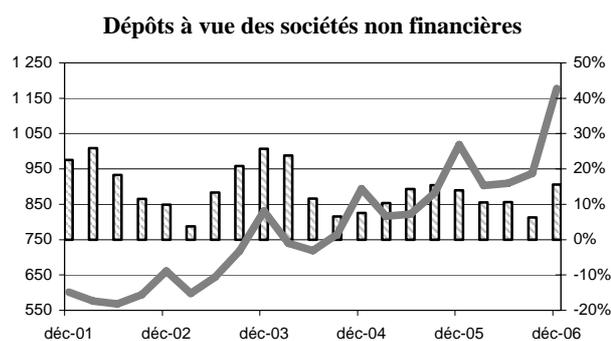
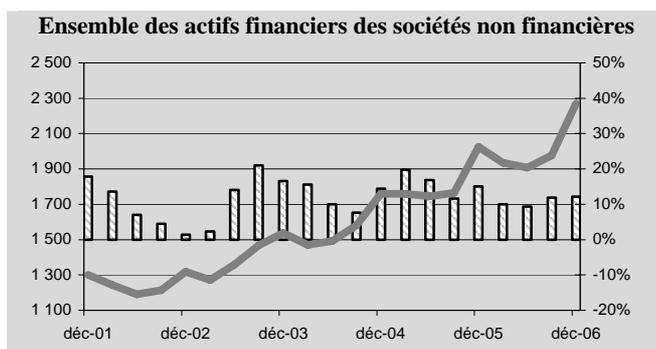
Les placements des ménages

Encours (en millions d'euros) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite



Les disponibilités des sociétés non financières

Encours (en millions d'euros) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite



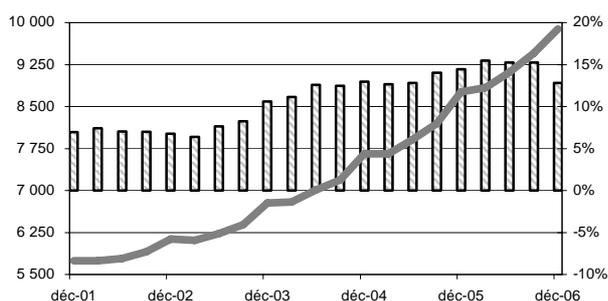
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

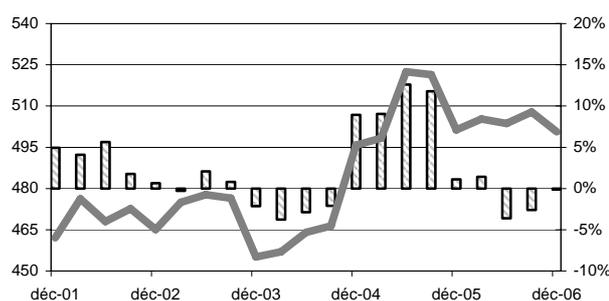
	Montants en millions d'euros									Variations	
	déc-04	mars-05	juin-05	sept-05	déc-05	mars-06	juin-06	sept-06	déc-06	1 an	1 trim
Entreprises											
Crédits d'exploitation	841,173	743,366	817,062	830,285	905,838	932,426	922,691	985,208	1 036,376	14,4%	5,2%
Créances commerciales	152,743	130,159	143,025	116,670	146,467	124,984	140,288	134,056	156,563	6,9%	16,8%
Crédits de trésorerie	489,075	427,799	458,262	481,669	500,562	501,537	464,522	541,800	563,203	12,5%	4,0%
Comptes ordinaires débiteurs	132,247	121,792	148,673	160,462	172,795	219,769	214,873	205,458	196,721	13,8%	-4,3%
Affacturage	67,108	63,616	67,102	71,484	86,014	86,136	103,008	103,894	119,889	39,4%	15,4%
Crédits d'investissement	1 951,456	1 973,064	2 015,322	2 113,530	2 249,465	2 201,171	2 288,242	2 339,987	2 420,246	7,6%	3,4%
Crédits à l'équipement	1 735,614	1 767,415	1 810,327	1 906,910	2 041,255	1 986,846	2 067,538	2 111,126	2 178,793	6,7%	3,2%
Crédit-bail	215,842	205,649	204,995	206,620	208,210	214,325	220,704	228,861	241,453	16,0%	5,5%
Crédits à l'habitat	362,806	374,276	400,186	434,583	481,370	511,182	542,402	579,350	648,055	34,6%	11,9%
Autres crédits	56,156	48,523	50,287	49,542	32,284	26,742	38,141	50,776	59,328	83,8%	16,8%
Encours sain	3 211,591	3 139,229	3 282,857	3 427,940	3 668,957	3 671,521	3 791,476	3 955,321	4 164,005	13,5%	5,3%
Créances douteuses brutes	302,273	308,647	336,136	337,895	316,989	315,499	304,737	322,451	298,723	-5,8%	-7,4%
Encours total	3 513,864	3 447,876	3 618,993	3 765,835	3 985,946	3 987,020	4 096,213	4 277,772	4 462,728	12,0%	4,3%
Taux de créances douteuses	8,6%	9,0%	9,3%	9,0%	8,0%	7,9%	7,4%	7,5%	6,7%	-1,3 pt	-0,8 pt
Ménages											
Crédits à la consommation	1 334,059	1 347,530	1 380,963	1 396,623	1 488,203	1 498,022	1 538,280	1 560,102	1 605,469	7,9%	2,9%
Crédits de trésorerie	1 230,968	1 236,923	1 264,316	1 294,642	1 374,605	1 382,961	1 421,069	1 443,916	1 477,166	7,5%	2,3%
Comptes ordinaires débiteurs	44,712	51,255	57,931	43,308	53,386	54,482	58,596	57,321	63,185	18,4%	10,2%
Crédit-bail	58,379	59,352	58,716	58,673	60,212	60,579	58,615	58,865	65,118	8,1%	10,6%
Crédits à l'habitat	2 561,202	2 600,894	2 670,340	2 800,404	2 992,570	3 054,816	3 133,304	3 252,520	3 440,724	15,0%	5,8%
Autres crédits	38,294	25,535	28,982	27,342	29,103	28,728	29,068	28,353	29,008	-0,3%	2,3%
Encours sain	3 933,555	3 973,959	4 080,285	4 224,369	4 509,876	4 581,566	4 700,652	4 840,975	5 075,201	12,5%	4,8%
Créances douteuses brutes	193,425	189,624	186,400	183,337	184,085	189,762	197,051	185,307	201,851	9,7%	8,9%
Encours total	4 126,980	4 163,583	4 266,685	4 407,706	4 693,961	4 771,328	4 897,703	5 026,282	5 277,052	12,4%	5,0%
Taux de créances douteuses	4,7%	4,6%	4,4%	4,2%	3,9%	4,0%	4,0%	3,7%	3,8%	-0,1 pt	0,1 pt
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	8,523	11,953	9,049	6,719	6,676	5,815	4,655	3,573	2,813	-57,9%	-21,3%
Crédits de trésorerie	4,145	8,837	6,252	3,898	3,413	3,020	2,192	3,373	2,729	-20,0%	-19,1%
Comptes ordinaires débiteurs	4,378	3,116	2,797	2,821	3,263	2,795	2,463	0,200	0,084	-97,4%	-58,0%
Crédits à l'équipement	336,931	350,443	354,756	362,873	393,608	401,363	389,173	379,827	400,621	1,8%	5,5%
Autres crédits	1,597	1,576	1,451	1,515	1,379	1,367	1,242	1,738	2,423	75,7%	39,4%
Encours sain	347,051	363,972	365,256	371,107	401,663	408,545	395,070	385,138	405,857	1,0%	5,4%
Créances douteuses brutes	0,003	0,003	0,003	0,003	0,003	0,003	1,531	0,003	0,003	-n,s-	-n,s-
Encours total	347,054	363,975	365,259	371,110	401,666	408,548	396,601	385,141	405,860	1,0%	5,4%
Taux de créances douteuses	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,4%	0,0%	0,0%	0,0 pt	0,0 pt
Autres agents											
Encours sain	165,692	176,273	181,291	175,508	184,100	175,655	229,771	255,620	241,188	31,0%	-5,6%
Créances douteuses brutes	0,718	0,691	0,616	0,963	0,784	0,641	1,056	0,791	0,521	-33,5%	-34,1%
Encours total	166,410	176,964	181,907	176,471	184,884	176,296	230,827	256,411	241,709	30,7%	-5,7%
Taux de créances douteuses	0,4%	0,4%	0,3%	0,5%	0,4%	0,4%	0,5%	0,3%	0,2%	-0,2 pt	-0,1 pt
TOTAL											
Encours sain	7 657,889	7 653,433	7 909,689	8 198,924	8 764,596	8 837,287	9 116,969	9 437,054	9 886,251	12,8%	4,8%
Créances douteuses brutes	496,419	498,964	523,154	522,198	501,861	505,905	504,375	508,553	501,099	-0,2%	-1,5%
Encours total	8 154,308	8 152,397	8 432,843	8 721,122	9 266,457	9 343,192	9 621,344	9 945,607	10 387,350	12,1%	4,4%
Taux de créances douteuses	6,1%	6,1%	6,2%	6,0%	5,4%	5,4%	5,2%	5,1%	4,8%	-0,6 pt	-0,3 pt
Taux de provisionnement	61,2%	60,2%	60,6%	63,8%	67,6%	67,9%	69,0%	68,7%	68,4%	0,8 pt	-0,3 pt

L'évolution de l'endettement des agents économiques

Encours des crédits sains des E.C. locaux



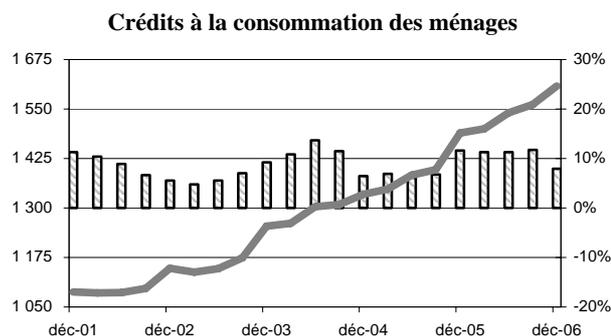
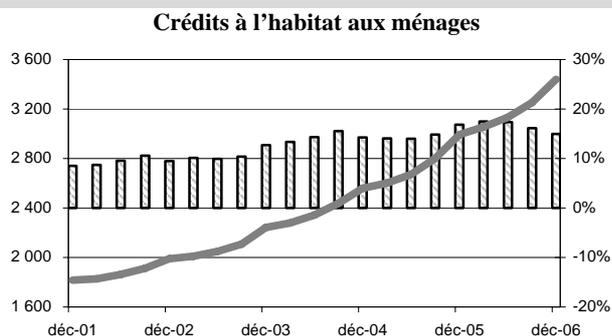
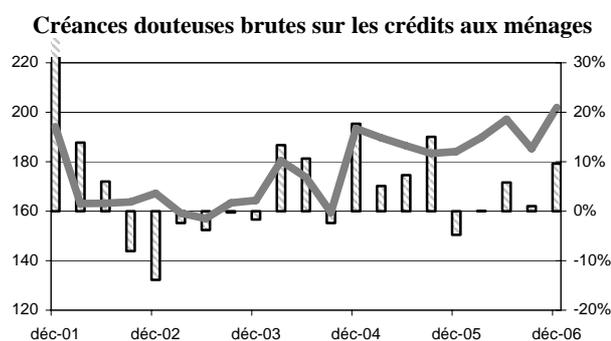
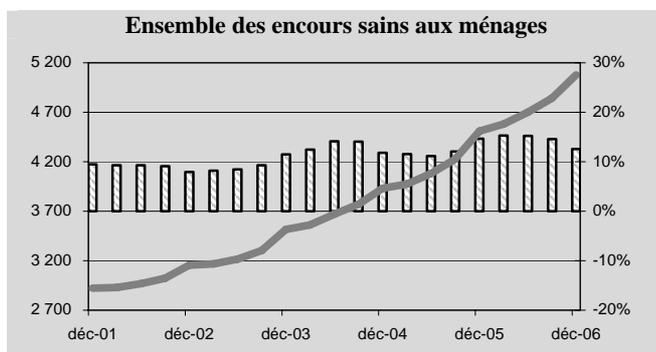
Encours des crédits douteux bruts des E.C. locaux



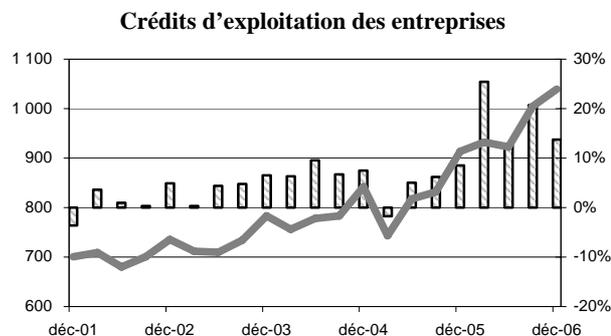
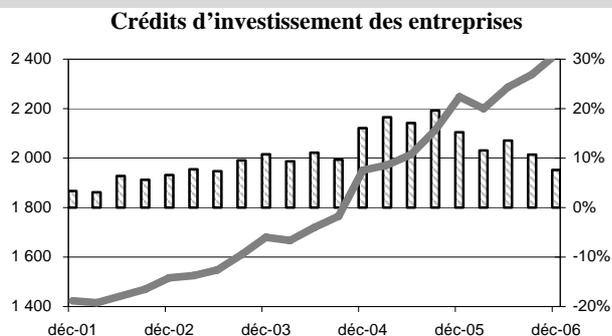
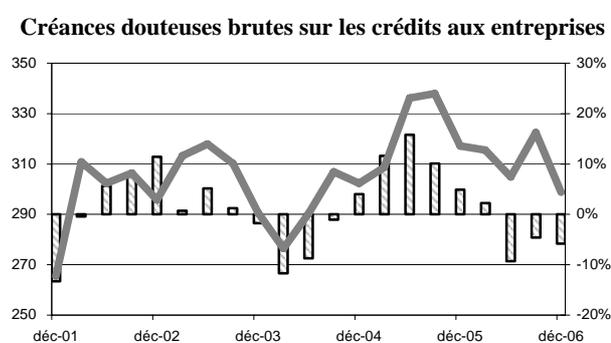
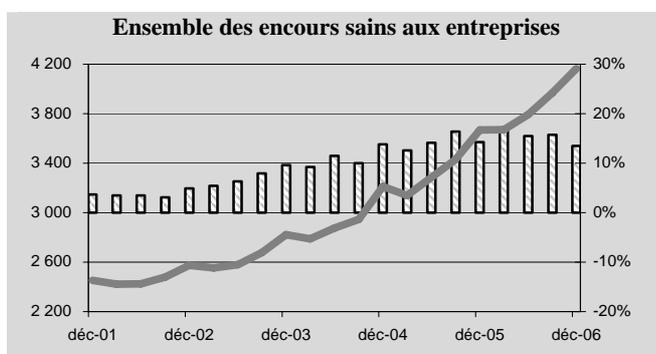
Conjoncture financière et bancaire

Encours (en millions d'euros) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

L'endettement des ménages



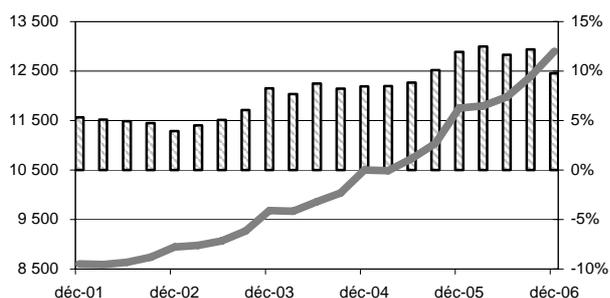
L'endettement des entreprises



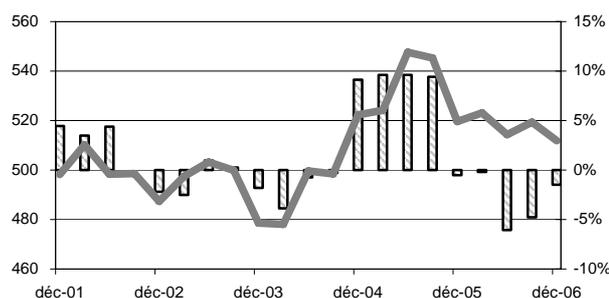
4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions d'euros									Variations	
	déc-04	mars-05	juin-05	sept-05	déc-05	mars-06	juin-06	sept-06	déc-06	1 an	1 trim
Entreprises											
Crédits d'exploitation	844,695	750,492	819,425	838,626	912,479	939,739	932,494	994,321	1 051,326	15,2%	5,7%
<i>Créances commerciales</i>	152,743	130,159	143,025	116,670	146,467	124,984	140,288	134,056	156,563	6,9%	16,8%
<i>Crédits de trésorerie</i>	492,597	434,925	460,625	490,010	507,203	508,850	474,325	550,913	578,153	14,0%	4,9%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	132,247	121,792	148,673	160,462	172,795	219,769	214,873	205,458	196,721	13,8%	-4,3%
<i>Affacturage</i>	67,108	63,616	67,102	71,484	86,014	86,136	103,008	103,894	119,889	39,4%	15,4%
Crédits d'investissement	1 991,068	2 011,734	2 055,249	2 153,185	2 278,490	2 229,822	2 316,193	2 373,619	2 452,338	7,6%	3,3%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 775,226	1 806,085	1 850,254	1 946,565	2 070,280	2 015,497	2 095,489	2 144,758	2 210,885	6,8%	3,1%
<i>Crédit-bail</i>	215,842	205,649	204,995	206,620	208,210	214,325	220,704	228,861	241,453	16,0%	5,5%
Crédits à l'habitat	2 121,169	2 140,468	2 169,168	2 207,783	2 262,500	2 290,128	2 324,892	2 363,156	2 330,901	3,0%	-1,4%
Autres crédits	56,993	49,340	51,094	50,316	33,048	27,472	38,848	51,460	60,000	81,6%	16,6%
Encours sain	5 013,925	4 952,034	5 094,936	5 249,910	5 486,517	5 487,161	5 612,427	5 782,556	5 894,565	7,4%	1,9%
Créances douteuses brutes	310,852	316,740	343,099	343,953	324,100	322,183	308,442	326,575	303,335	-6,4%	-7,1%
Encours total	5 324,777	5 268,774	5 438,035	5 593,863	5 810,617	5 809,344	5 920,869	6 109,131	6 197,900	6,7%	1,5%
Taux de créances douteuses	5,8%	6,0%	6,3%	6,1%	5,6%	5,5%	5,2%	5,3%	4,9%	-0,7 pt	-0,5 pt
Ménages											
Crédits à la consommation	1 381,501	1 395,769	1 430,193	1 448,598	1 541,862	1 553,343	1 595,385	1 618,067	1 665,485	8,0%	2,9%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 278,410	1 285,162	1 313,546	1 346,617	1 428,264	1 438,282	1 478,174	1 501,881	1 537,182	7,6%	2,4%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	44,712	51,255	57,931	43,308	53,386	54,482	58,596	57,321	63,185	18,4%	10,2%
<i>Crédit-bail</i>	58,379	59,352	58,716	58,673	60,212	60,579	58,615	58,865	65,118	8,1%	10,6%
Crédits à l'habitat	2 789,294	2 828,983	2 903,812	3 037,545	3 232,766	3 294,234	3 373,306	3 498,370	3 700,220	14,5%	5,8%
Autres crédits	43,618	30,518	34,048	32,265	33,981	34,261	33,079	32,266	32,811	-3,4%	1,7%
Encours sain	4 214,413	4 255,270	4 368,053	4 518,408	4 808,609	4 881,838	5 001,770	5 148,703	5 398,516	12,3%	4,9%
Créances douteuses brutes	199,214	195,231	193,253	189,276	188,742	194,505	203,348	191,974	208,042	10,2%	8,4%
Encours total	4 413,627	4 450,501	4 561,306	4 707,684	4 997,351	5 076,343	5 205,118	5 340,677	5 606,558	12,2%	5,0%
Taux de créances douteuses	4,5%	4,4%	4,2%	4,0%	3,8%	3,8%	3,9%	3,6%	3,7%	-0,1 pt	0,1 pt
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	8,523	11,953	9,049	6,721	6,676	6,630	55,491	123,240	6,800	-n.s.	-94,5%
<i>Crédits de trésorerie</i>	4,145	8,837	6,252	3,900	3,413	3,835	53,028	123,040	6,716	-n.s.	-94,5%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	4,378	3,116	2,797	2,821	3,263	2,795	2,463	0,200	0,084	-97,4%	-58,0%
Crédits à l'équipement	987,057	981,083	950,734	971,599	1 125,923	1 109,138	946,653	943,712	1 236,431	9,8%	31,0%
Autres crédits	63,890	60,278	56,209	53,355	70,523	69,156	66,057	62,359	58,662	-16,8%	-5,9%
Encours sain	1 059,470	1 053,314	1 015,992	1 031,675	1 203,122	1 184,924	1 068,201	1 129,311	1 301,893	8,2%	15,3%
Créances douteuses brutes	11,511	11,479	10,613	11,141	6,033	5,823	1,531	0,003	0,003	-99,9%	-1,0%
Encours total	1 070,981	1 064,793	1 026,605	1 042,816	1 209,155	1 190,747	1 069,732	1 129,314	1 301,896	7,7%	15,3%
Taux de créances douteuses	1,1%	1,1%	1,0%	1,1%	0,5%	0,5%	0,1%	0,0%	0,0%	-0,5 pt	0,0 pt
Autres agents											
Encours sain	212,821	226,405	252,786	244,290	254,913	243,248	297,684	318,080	306,795	20,4%	-3,5%
Créances douteuses brutes	0,718	0,691	0,616	0,963	0,784	0,641	1,056	0,791	0,521	-33,5%	-34,1%
Encours total	213,539	227,096	253,402	245,253	255,697	243,889	298,740	318,871	307,316	20,2%	-3,6%
Taux de créances douteuses	0,3%	0,3%	0,2%	0,4%	0,3%	0,3%	0,4%	0,2%	0,2%	-0,1 pt	-0,1 pt
TOTAL											
Encours sain	10 500,629	10 487,023	10 731,767	11 044,283	11 753,161	11 797,171	11 980,082	12 378,650	12 901,769	9,8%	4,2%
Créances douteuses brutes	522,295	524,141	547,581	545,333	519,659	523,151	514,377	519,344	511,901	-1,5%	-1,4%
Encours total	11 022,924	11 011,164	11 279,348	11 589,616	12 272,820	12 320,322	12 494,459	12 897,994	13 413,670	9,3%	4,0%
Taux de créances douteuses	4,7%	4,8%	4,9%	4,7%	4,2%	4,2%	4,1%	4,0%	3,8%	-0,4 pt	-0,2 pt
Taux de provisionnement	58,5%	57,7%	58,2%	61,6%	65,6%	65,9%	68,0%	67,5%	67,0%	1,4 pt	-0,5 pt

Encours des crédits sains distribués par l'ensemble des E.C.

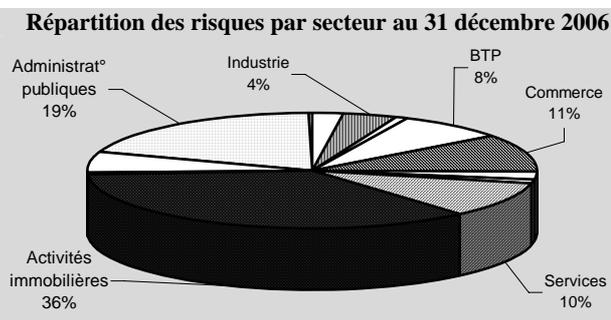
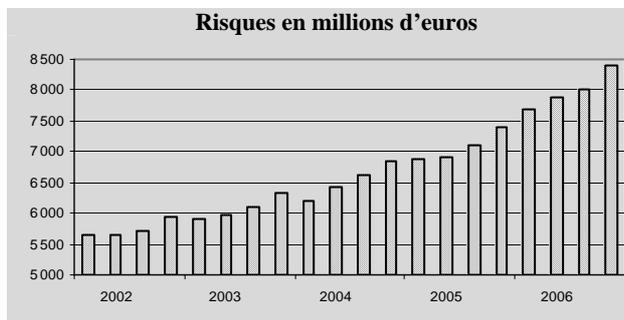


Encours des crédits douteux bruts de l'ensemble des E.C.

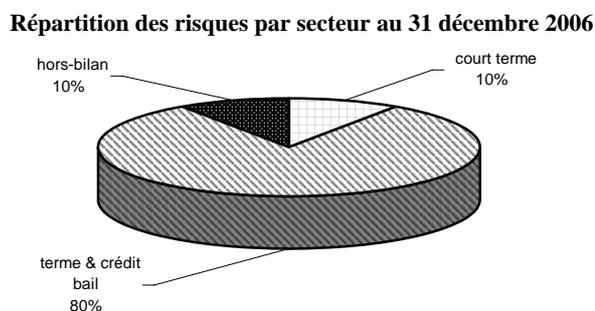
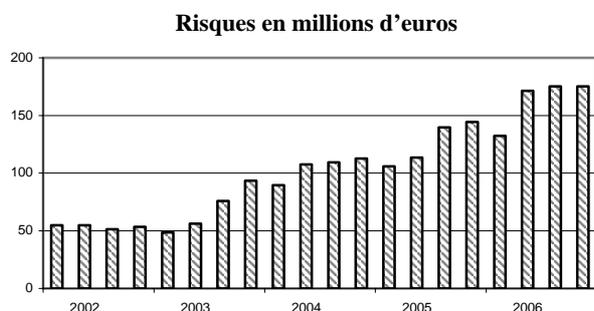


5. Risques sectoriels

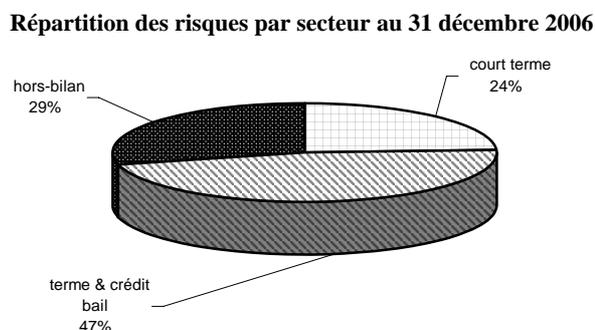
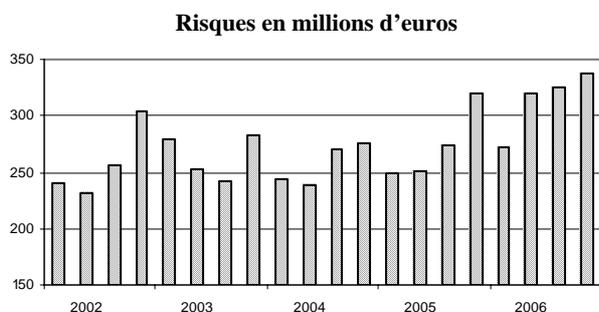
Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France



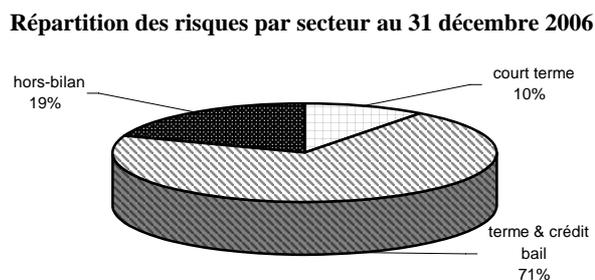
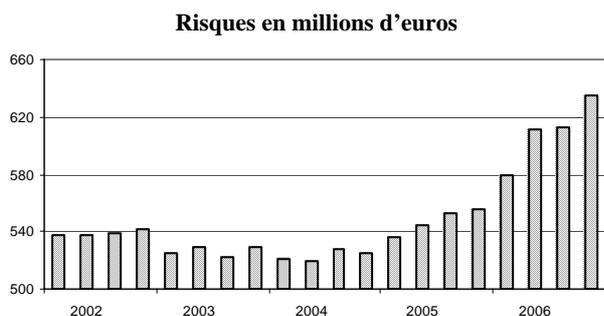
Risques bancaires sur le secteur primaire



Risques bancaires sur le secteur de l'industrie

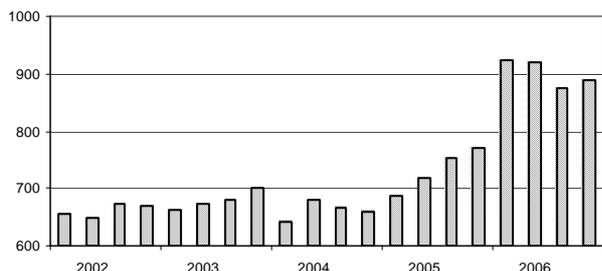


Risques bancaires sur le secteur du bâtiment et des travaux publics

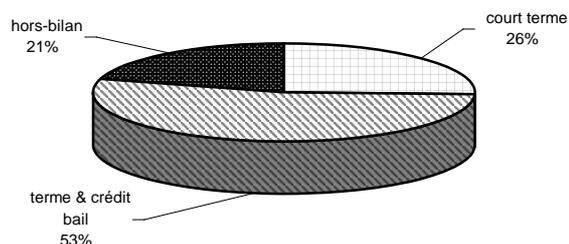


Risques bancaires sur le secteur du commerce

Risques en millions d'euros

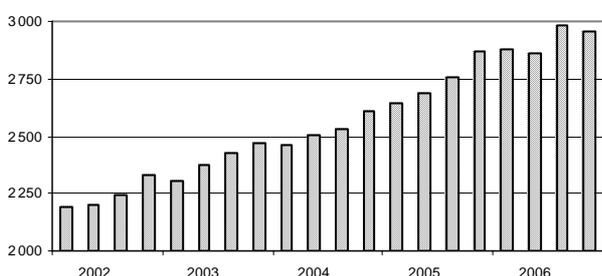


Répartition des risques par secteur au 31 décembre 2006

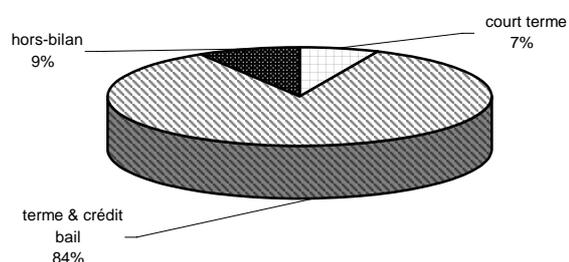


Risques bancaires sur le secteur de l'immobilier

Risques en millions d'euros

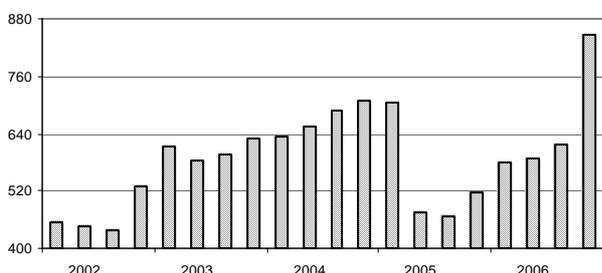


Répartition des risques par secteur au 31 décembre 2006

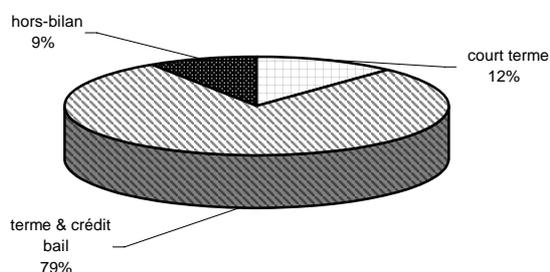


Risques bancaires sur le secteur des services (hors activités immobilières)

Risques en millions d'euros

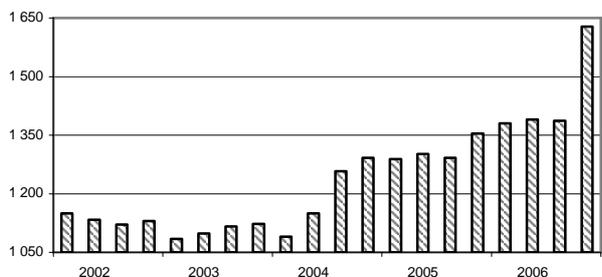


Répartition des risques par secteur au 31 décembre 2006

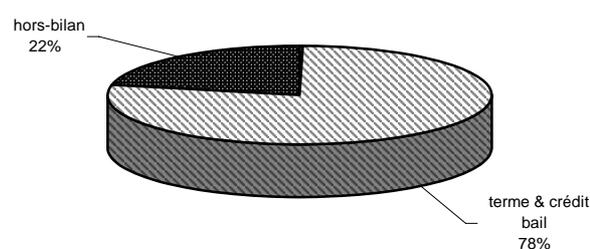


Risques bancaires sur le secteur des administrations publiques

Risques en millions d'euros



Répartition des risques par secteur au 31 décembre 2006



6. Rappel des taux

6.1 Taux réglementés

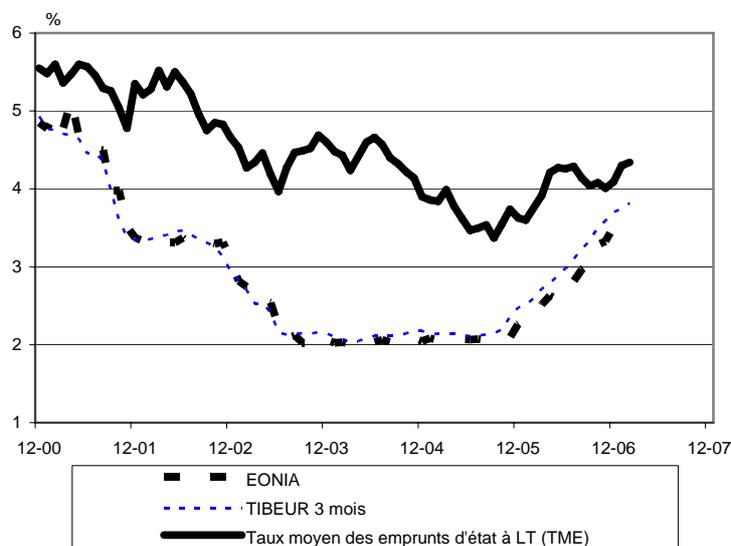
Taux directeurs de la Banque Centrale Européenne	
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (14/03/2007)	3,75%
Taux de la facilité de dépôt (14/03/2007)	2,75%
Taux de la facilité de prêt (14/03/2007)	4,75%

Taux de l'Épargne Réglementée (à compter du 1/08/2006)		
Livret A et bleu	Codevi	LEP
2,75%	2,75%	3,75%
Plan Épargne Logement *	Cpte Épargne Logement *	
2,50%	1,75%	

* Hors prime d'état

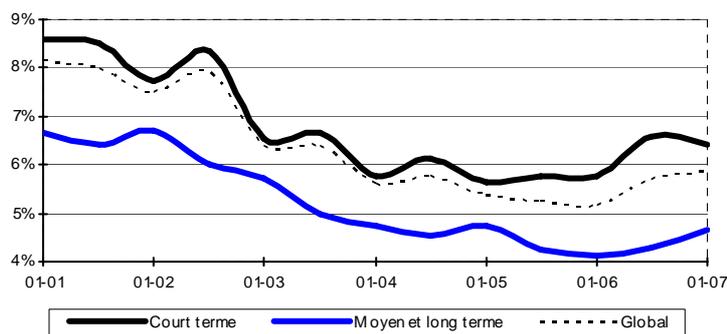
Taux d'intérêt légal	
Année 2006 (JO du 07/02/2006)	2,11%
Année 2007 (JO du 21/02/2007)	2,95%

6.2 Principaux taux de marché



6.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises

	Taux moyens pondérés		
	janv-06	juil-06	janv-07
Court terme	5,78%	6,58%	6,43%
. Escompte	5,56%	7,08%	5,69%
. Découvert	6,06%	6,79%	7,67%
. Autres CT	5,64%	5,71%	5,35%
Moyen et long terme	4,13%	4,28%	4,64%
Taux moyen pondéré global	5,16%	5,67%	5,83%



6.4 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1^{er} de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1966.

L'article 32 de la loi n°2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale ou à un entrepreneur individuel se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

Catégories de crédit		Plafonds de l'usure applicables à compter de						
		oct-05	janv-06	avr-06	juil-06	oct-06	janv-07	avr-07
Particuliers	Prêts immobiliers							
	- Prêts à taux fixe	5,87%	5,72%	5,80%	5,99%	6,16%	6,39%	6,27%
	- Prêts à taux variable	5,48%	5,36%	5,48%	5,57%	5,73%	6,12%	6,24%
	- Prêts relais	5,72%	5,63%	5,68%	5,81%	6,03%	6,21%	6,35%
	Autres prêts							
	- Prêts d'un montant < ou = à 1.524 euros *	19,76%	19,67%	20,21%	20,36%	20,53%	20,76%	20,33%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1.524 euros	8,33%	7,89%	8,40%	8,48%	8,53%	8,44%	8,72%	
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > à 1.524 euros (*)	17,44%	17,37%	17,81%	18,20%	18,81%	19,07%	19,25%	
Prof.	- Découverts en compte (**)	11,55%	12,35%	13,33%	13,97%	14,00%	14,19%	14,44%

(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

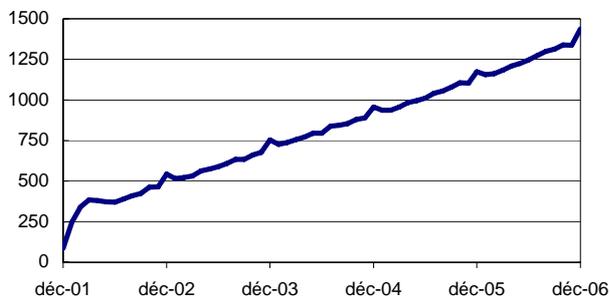
(**) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

7. Monnaie fiduciaire

7.1 Emission mensuelle de billets euros

Emissions nettes cumulées de billets (à fin décembre 2006)

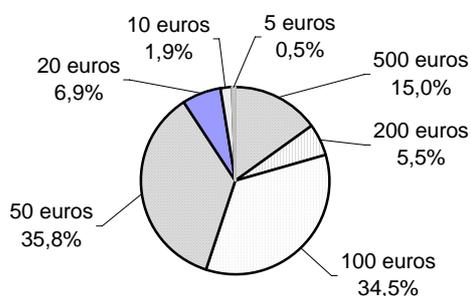
en valeur (en millions d'euros)



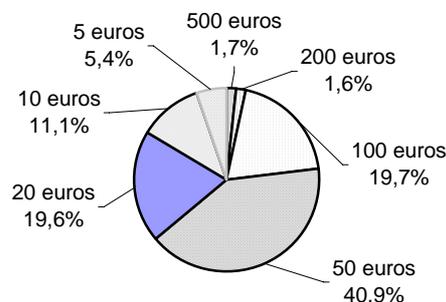
en volume (en milliers d'unités)



Répartition en valeur au 31 décembre 2006



Répartition par quantité au 31 décembre 2006



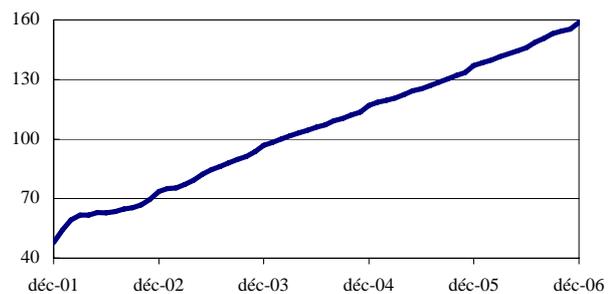
7.2 Emission mensuelle de pièces euros

Emissions nettes cumulées de pièces (à fin décembre 2006)

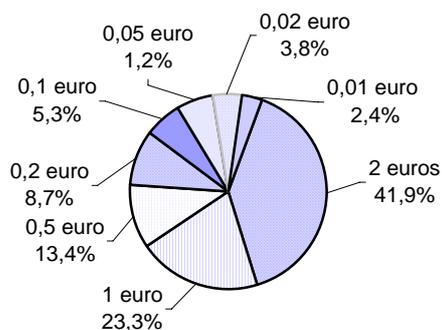
en valeur (en millions d'euros)



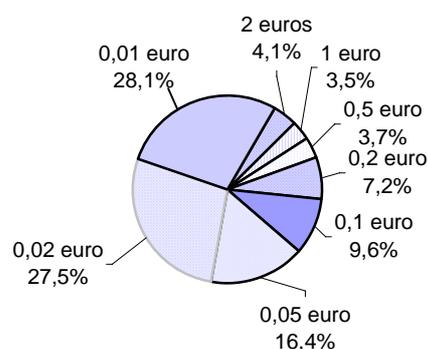
en volume (en millions d'unités)



Répartition en valeur au 31 décembre 2006



Répartition par quantité au 31 décembre 2006



INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
4 rue de la Compagnie - 97400 Saint-Denis

Téléphone : 0262.90.71.00 – télécopie : 0262.21.41.32

Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : A. VIENNEY

Responsable de la rédaction : F. DALLIER

Editeur : IEDOM

Achevé d'imprimer le 30 mars 2007

Dépôt légal – Mars 2007